le projet d'accord sur l'aménagement du temps de travail : NON AUX RÊVES DE TOUTE PUISSANCE DES PATRONS

P.12 et 13

lutte ouvrière

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 633 - 19 juillet 1980 - prix : 5 F

Nicaragua un an après la chute de Somoza

P.10 et 11

U.R.S.S.

le régime censure les occidentaux mais c'est la population qu'il vise

P.8

avec Reagan comme avec Carter, le pouvoir du grand capital

sommaire

Dans le monde

Page 7 :
— **Brésil : toujours la dictature et la misère !**
— **Iran : l'armée complote, mais c'est Khomeiny qui l'a laissée en place.**

Page 8 :
— **URSS : c'est la population qu'on veut bâillonner.**
— **Pologne : la classe ouvrière continue la lutte.**
— **Mer du Nord : grèves sur les plates-formes pétrolières.**

Page 9 :
— **USA : le grand cirque de la Convention républicaine.**

Pages 10 et 11 :
— **Il y a un an : LA CHUTE DE SOMOZA.**
— **Le sandinisme : une politique pour la bourgeoisie nationale au Nicaragua.**
— **Un an de sandinisme.**

En France

Page 5 :
Debré, Chirac, Giscard : du choix pour l'électorat gaulliste.

Page 6 :
— **Le PCF et la crise de l'automobile.**
— **Monaco : droit de grève limité.**

Pages 12 et 13 :
— **Aménagement du temps de travail : non aux rêves de toute-puissance des patrons !**
— **Transports : augmentations et dégradation en perspective.**

Pages 15 et 16 :
— **Dans les entreprises : grève à Nadella Vierzon ; General Motors Gennevilliers ; Alsthom Atlantique Le Bourget ; foyer Sonacotra de Vierzon ; CRAMIF ; CIMEA Paris 19e ; CRAM d'Aquitaine ; Centrale thermique du Havre.**

Page 20 :
— **Sur les routes des vacances : les caravanes de Lutte Ouvrière.**

Culture

Pages 16 et 17 :
— **Livres : *Naissance de l'homme* de R. Clarke ; *La vie quotidienne des députés en France de 1871 à 1914 ; Bon sang de bonsoir* de Richard Wright ; *L'acajou* de Boris Pilniak ; *La ténébreuse affaire de la prise d'Alger* de P. Serval ; *Histoire de la guerre d'Algérie* d'A. Horne ; *La nuit du grand boss.***
— **Exposition : *Hier pour demain — arts, traditions et patrimoine.***

Pages 18 et 19 :
— **Films : *Lady Macbeth sibérienne* de Wajda ; *Les loups de haute mer ; Nimitz, retour vers l'enfer* avec Kirk Douglas ; *Caligula.***

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Responsable de la publication : Michel RODINSON.
Composition : PPC, 25-27 rue de la Folie-Méricourt, 75011 Paris.

Impression : Voltaire Roto - 93100 Montreuil

Adresse toute correspondance à LUTTE OUVRIERE
B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

EN BREF...

Clémence bien calculée

A l'occasion du 14 juillet, Giscard a décidé que les détenus condamnés à de petites peines (c'est-à-dire moins d'un an de prison) verraient leur peine réduite de quinze jours, voire d'un mois à l'appréciation des juges d'application des peines. Cette mesure touche 8.000 des 38.000 détenus des prisons françaises.

Il s'agit, d'après Giscard, d'un « geste de fraternité ». Belle générosité de la part d'un président qui vient de soutenir le projet Peyrefitte récemment voté au Parlement et qui prévoit, lui, un renforcement des peines.

C'est à bon compte que Giscard entend passer pour un libéral qui sait avoir des gestes de clémence. Mais attention, des gestes calculés au plus juste afin qu'ils soient bien visibles, mais qu'ils soient aussi assez limités pour ne pas mécontenter la partie la plus réactionnaire de l'électorat, partisan d'une sévérité plus grande de la justice.

Il faut savoir se livrer à de savants dosages quand on (re) prépare une élection présidentielle !

Lyon : l'application de la loi à sens unique

La préfecture du Rhône vient de décider la fermeture de la clinique lyonnaise de la Tête-d'Or, à partir du 15 août. D'après le préfet, cette clinique n'applique pas la loi en matière d'IVG. De nombreuses interruptions de grossesse auraient été pratiquées au-delà du délai légal de dix semaines ; le nombre d'avortements serait de 30 à 40 fois supérieur à la moyenne nationale. Par ailleurs, certaines interruptions de grossesse ont été baptisées « curetage » et auraient pu ainsi être remboursées par la Sécurité sociale.

La direction de la clinique réfute ces accusations. Toujours est-il que la préfecture se montre bien sourcilleuse pour faire appliquer la loi. Elle est moins pressée quand il s'agit d'installer les structures nécessaires pour créer des centres d'orthogénie.

Ainsi, à l'hôpital de la Croix-Rousse à Lyon, voilà déjà plusieurs mois que les syndicats de l'hôpital et une partie de la population du quartier réclament l'ouverture d'un tel centre ; en vain... Actuellement, dans la région lyonnaise, 200 femmes se font avorter par semaine, soit 10.000 environ chaque année, alors que des statistiques officielles font état de 7.500 interventions seulement.

Alors, cela veut dire que beaucoup de femmes ont encore recours à la clandestinité. Et la fermeture de la clinique Tête-d'Or, qui assurait 4 à 5 % des avortements pour l'ensemble du département, va encore aggraver les choses.

Augmentation du chômage des jeunes en 1981

D'après les prévisions de l'OCDE pour 1981, il faut s'attendre à une augmentation du chômage, surtout chez les jeunes, qui seront touchés deux à trois fois plus que les adultes.

En 1979, ils représentaient déjà 47 % des chômeurs, et cela va s'aggraver. La Grande-Bretagne serait particulièrement touchée, avec une augmentations du nombre des jeunes chômeurs de 75 % en 1981 par rapport à 1979. En Allemagne et aux Etats-Unis, l'augmentation serait de plus de 40 %, et en France de 28 % (mais si ce dernier taux est plus faible que les autres, c'est tout simplement parce que la France, avec l'Italie, détient déjà un record en matière de chômage des jeunes : 15,3 % des membres de la population active âgés de 15 à 24 ans en 1980 en France sont chômeurs).

Cela inquiète, paraît-il, les gouvernements. Mais pas au point qu'ils se donnent les moyens d'y remédier. Au contraire, ils profitent, comme en France, du chômage des jeunes en fournissant, par l'intermédiaire des divers pactes pour l'emploi, une main-d'œuvre gratuite aux patrons.

Alors cette situation risque, comme le soulignent eux-mêmes les experts de l'OCDE, de **« poser un problème social grave »**. Comme on voit, ce qui préoccupe les experts de l'OCDE et les gouvernements dont ils sont proches, ce n'est pas tant le chômage des jeunes... ce sont les « risques sociaux » autrement dit, le désir de se révolter qui pourrait gagner la jeunesse !

Affaire de Broglie : tous au parfum, sauf lui !

Dans l'affaire de Broglie, les révélations continuent de s'égrener.

Le directeur de la PJ, Jean Ducret, a reconnu la semaine dernière avoir mis sur écoutes, avant le meurtre, Bernard André, un des tueurs pressentis pour l'assassinat. Mais celà n'aurait aucun rapport avec l'affaire, selon lui.

L'inspecteur Roux, de son côté, affirme avoir transmis des rapports à ses collègues de la brigade antigang. Il dit avoir eu sous les yeux une fiche d'écoute de Bernard André parlant d'un « contrat » au sujet d'un personnage important. **« Il pouvait s'agir d'un contrat commercial »,** a répondu le directeur de la PJ !

Finalement, nombreux étaient ceux qui étaient au courant du projet d'assassinat du député de l'Eure, sauf l'intéressé lui-même. Ce qui a perdu de Broglie, c'est donc un excès de discrétion de la police. Elle n'a pas voulu utiliser les informations qu'elle possédait : où va se nicher le respect de la vie privée !

Ah ! si les chiens pouvaient voter !

Savez-vous qu'il existe un « Monsieur Animaux » ? Il est député, s'appelle Pierre Micaux, et a obtenu cette responsabilité de Raymond Barre. Et voilà qu'il vient d'accoucher d'un gros rapport.

Il a découvert ce que tout le monde sait : l'abandon massif des chiens et des chats (800 000 à un million par an), les conditions cruelles d'abattage des chevaux, ou les souffrances inutiles infligées aux animaux de laboratoire. Il a même trouvé révoltantes les batteries de poules pondeuses. Il demande donc l'accroissement des peines visant les bourreaux d'animaux.

Ayant fait les trottoirs, « Monsieur Animaux » propose aussi que les amendes pour les propriétaires d'animaux malpropres soient augmentées.

On voit à peu près à quoi peut servir ce Monsieur dans cette période pré-électorale. Les chiens ne votent pas, mais leurs propriétaires si ! Et il faut bien tenter d'émouvoir quelques âmes sensibles ou quelques pieds délicats...

Bulletin d'abonnement aux publications de Lutte Ouvrière

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIERE
pour une période de un an : 150 F
pour une période de six mois : 85 F
LUTTE DE CLASSE
(mensuel politique publié par **Lutte Ouvrière**)
pour une période de un an : 50 F
CEUX DU TECHNIQUE
(mensuel destiné aux élèves du technique et aux jeunes travailleurs, édité par **Lutte Ouvrière**)
pour une période de un an : 10 F
ci-joint la somme totale de : francs .....

NOM : .....
.....
Prénom : .....
.....
Adresse : .....
.....
.....
Code postal : .....
.....
.....

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.

(1) Rayer les mentions inutiles

éditorial

Avec Reagan comme avec Carter, le pouvoir du grand capital

La campagne pour l'élection du prochain président de la République est commencée aux Etats-Unis. Le Parti Républicain vient de désigner son candidat dans ces élections. Ce sera Ronald Reagan qui affrontera le candidat du Parti Démocrate, l'actuel président Jimmy Carter.

Les instituts de sondage se lancent dans la partie et annoncent que le candidat Reagan a de bonnes chances de l'emporter sur le président sortant, Carter. Et l'on nous promet que la compétition à venir sera « passionnante », que le choix à faire entre Reagan et Carter sera très important pour l'Amérique, et donc aussi très important pour le monde entier, vu le rôle de premier plan que jouent les USA dans la politique mondiale.

De quel débat, de quels choix très importants s'agit-il donc ? Qu'est-ce qui différencie Reagan de Carter ? Certains nous disent déjà qu'il faudrait voir en Reagan l'homme qui va tout changer, et dont l'Amérique a besoin. Le candidat Reagan essaie d'ailleurs de se donner un style personnel et un semblant de programme politique, afin de cultiver cette illusion auprès des électeurs.

Cet ancien acteur de cinéma, qui s'est reconverti dans la politique parce que, paraît-il, on ne le laissait jouer que des navets, a maintenant à jouer un rôle à la mesure de ses ambitions. Il doit jouer à l'homme « nouveau » et plein de bon sens, ayant la fermeté et l'esprit de décision qui manquent à son rival. Il doit exprimer quelques idées simples et réactionnaires, dont les dirigeants du Parti Républicain pensent qu'elles seront propres à gagner les suffrages des électeurs. Il doit compléter le tableau en se donnant aussi un côté « libéral ». Le choix du candidat à la vice-présidence répond à ce but : ce sera George Bush, qui a, paraît-il, la réputation d'être libéral... autant que peut l'être un ancien directeur de la CIA !

Mais les élections et les présidents de la République se succèdent aux Etats-Unis et, en fait, se ressemblent beaucoup. Il y a quatre ans, c'était Carter que l'on présentait comme « l'homme nouveau ». Mais quelle politique nouvelle a-t-il donc menée ? Une fois au pouvoir, les présidents américains agissent de toute façon bien plus en fonction des circonstances, des nécessités de l'heure, des intérêts immédiats des USA, que du programme politique sur lequel ils se sont présentés aux élections. Ils mènent la politique dictée par les intérêts de l'impérialisme américain, les intérêts des trusts et des grosses sociétés aux USA et dans le monde entier. Et cela n'a pas grand-chose à voir avec les discours qu'ils ont pu faire pour obtenir les suffrages des électeurs.

De ce point de vue, rien ne ressemble plus à un président des USA qu'un autre président des USA, fussent-ils l'un démocrate et l'autre républicain. Reagan et Carter, Nixon et Kennedy, Ford et Johnson ne se distinguent pas par leurs politiques, mais seulement par la façon dont ils ont donné le change pour faire semblant d'être différents.

Car c'est bien là le problème pour les dirigeants des Etats-Unis, pour les grands financiers, les grands capitalistes qui sont les véritables maîtres du pays, tout comme ils le sont en France, en Grande-Bretagne ou en Allemagne par exemple. Il faut faire croire aux citoyens, à qui l'on donne le droit de voter tous les quatre ans, que leur bulletin de vote sert à quelque chose. Il faut leur donner l'illusion que leur avis compte, leur faire croire qu'ils peuvent orienter les décisions dans un sens ou dans l'autre, suivant qu'ils choisiront tel candidat ou son rival.

Pour cela, il faut se donner les moyens d'un grand spectacle, dans lequel au fond un ancien acteur comme Reagan est bien à sa place. C'est une grande comédie qui, comme dans cette Convention républicaine qui a désigné Reagan comme candidat, prend parfois des allures de foire et de kermesse, afin de créer l'illusion que l'on met la population dans le coup. C'est une grande mise en scène, nécessaire pour entretenir l'illusion démocratique, l'illusion que c'est le peuple qui décide.

Car les possédants savent bien combien il leur serait difficile de se maintenir si cet écran de fumée, ce voile d'illusions qu'ils tiennent tant à entretenir, venait à se dissiper. Le voile déchiré laisserait voir trop crûment la réalité, qui est celle de la dictature du capital. Et pour se maintenir, celle-ci a le besoin impérieux, indispensable, de rester cachée.

Arlette LAGUILLER

Société Franco-Belge

Les affaires vont bien, on licenciera quand même

En déposant son bilan le 7 juillet dernier, la société « la Franco-Belge » laisse un avenir incertain aux 12 000 travailleurs qui dépendent de la production de cette entreprise de boggies et de matériel ferroviaire.

La faillite de cette entreprise est-elle due à la crise ? Non !

Cette entreprise au contraire était même la plus performante des sociétés françaises d'industrie ferroviaire. Le travail ne manquait pas et elle avait même enlevé un véritable « marché du siècle » dans le domaine de la construction de wagons. Il lui reste encore un carnet de commandes bien chargé pour au moins 4,3 millions d'heures de travail.

Non, la clé a été mise sous la porte, paraît-il, parce que ceux qui dirigeaient cette entreprise étaient des incapables. Ils auraient pratiqué des prix trop bas et n'auraient pas saisi toutes les conséquences juridiques et commerciales du marché que représentait le métro d'Atlanta (USA), notamment en ne tenant pas compte de la perte de change en raison de la baisse du dollar !

Et l'on cherche à faire gober cette explication aux travailleurs, pour les forcer à accepter les licenciements. Car la Franco-Belge ne fermera pas. Les trusts concurrents de l'industrie ferroviaire sont à l'affût et ont bien l'intention de reprendre l'affaire en main, car il s'agit d'une bonne affaire. La Franco-Belge est une entreprise qui s'est dotée, par de très gros investissements, d'une infrastructure à la pointe du progrès. Alors les sociétés concurrentes, comme Arbel, la compagnie Electro-Mécanique, l'Alsthom ou les Ateliers du Nord de la France, sont sur les rangs, pour récupérer un morceau du gâteau, et cela sans risque. Car, en échange de la reprise des activités, ils demandent à l'Etat de les arroser de subventions et d'assurer la couverture financière en cas d'insuccès.

Ainsi, sous prétexte que les sociétés prétendront sauver l'emploi d'un certain nombre de travailleurs, tout en licenciant les autres, l'Etat les subventionnera et garantira leurs profits.

L'opération se fera bien entendu entièrement sur le dos des travailleurs, qui devront accepter à la fois les licenciements et une diminution de leur salaire et de leurs avantages sociaux, pour permettre à l'entreprise de redémarrer avec toutes ses chances.

Ce qui se passe à la Franco-Belge montre comment les patrons s'arrangent, qu'ils soient directement touchés par la crise ou pas, pour tirer profit de toutes les circonstances. Lorsqu'ils sont directement touchés par la crise économique, ils mettent la clé sous la porte et licencient. Même si dans les années précédentes ils avaient amassé de copieux bénéfices, ils les conservent. Il n'est pas question pour eux de partager !

Et lorsque les affaires des patrons vont bien, lorsqu'ils ne sont pas touchés par la crise, les travailleurs ne sont pas plus à l'abri. Car, en cette période de crise, tous les patrons sont tentés de profiter de la situation pour « rentabiliser », c'est-à-dire pour licencier un certain nombre de travailleurs et ne garder les autres que sous condition de voir leur salaire et leurs avantages sociaux rognés !

Que ce soit à cause de la crise ou à cause de la concurrence acharnée que se livrent les capitalistes entre eux, même si les affaires marchent bien, c'est toujours les travailleurs qui sont à la merci des capitalistes.

Ne serait-il pas temps de faire dérailler tout ce système ?

Pierre VILMA

Baisse de la consommation

Les mensonges flagrants de Barre

Les experts du CNPF et ceux de la Banque de France se sont penchés sur l'état de santé de l'économie. Leur diagnostic est des plus sombres. Ils prévoient une stagnation, sinon un ralentissement de l'économie dans les mois à venir.

Amorcée dès la fin du premier trimestre la baisse des ventes du grand commerce s'est accélérée en juin. Les secteurs de l'automobile, de l'habillement ou de l'alimentation ont eux aussi été touchés.

Ainsi, les chiffres publiés par les experts du patronat viennent-ils démentir les propos mensongers que tiennent les gouvernants. A entendre les Giscard et autres Barre, le pouvoir d'achat des salariés se serait maintenu malgré toutes les difficultés que traverse l'économie. Alors, dans ce cas, comment se fait-il que l'on note une forte baisse des volumes des ventes en juin : — 6 % pour les hypermarchés, — 5 % pour les grands magasins et — 8,5 % pour les magasins populaires, par rapport au mois de juin 1979 ?

Point n'est besoin d'être grand clerc ni premier économiste de France pour en tirer les conclusions qui s'imposent : si les salariés dépensent moins, c'est qu'ils ont moins à dépenser. Et il en est de même pour les immatriculations automobiles. Si elles ont reculé de 16 à 17 % le mois dernier, c'est tout simplement parce que les travailleurs peuvent de plus en plus difficilement s'acheter une voiture ou en changer.

Barre, lui, ne connaît pas les restrictions.

Mais les travailleurs n'avaient nul besoin de ces chiffres pour savoir que depuis des années, le patronat leur fait payer la crise en rognant continuellement sur les salaires, en augmentant inconsidérément les prix, en jetant à la rue des dizaines de milliers de travailleurs lorsque les profits ne devenaient plus suffisamment rentables.

Pourtant, jusqu'à présent, le patronat et la Banque de France étaient, nous dit-on, relativement optimistes dans leur analyse de la conjoncture économique. Mais aujourd'hui, après avoir pressuré les travailleurs, ils s'aperçoivent que leurs marchandises trouvent de moins en moins d'acquéreurs, alors ils s'inquiètent et prévoient des lendemains encore plus sombres.

Voilà bien la logique de ce système. Pour assurer et développer leurs profits, les patrons réduisent les salaires et haussent leurs prix, jusqu'au jour où les consommateurs peuvent de plus en plus difficilement acheter ce qui leur serait nécessaire...

C'est bien là la logique d'un monde fou et sans avenir.

• Le coin du psychologue

Les sondages d'avant juillet semblent cette fois se confirmer. Les nuages n'auront pas été la seule chose qui assombrit les vacances de ceux qui sont partis en juillet : cette année, on se serre la ceinture en vacances un peu plus que d'habitude.

Moins loin, moins cher, pour moins longtemps : ceux qui vivent du tourisme populaire font aussi la grimace, car les vacanciers dans l'ensemble vont moins au restaurant et écourtent plus facilement leur séjour.

Alors le ministre Soisson a trouvé des explications moins terre-à-terre que les pannes d'argent, pour expliquer ces phénomènes. Si les Français écourtent leurs vacances d'été, ce serait d'après lui *« parce qu'ils partiront plus longtemps l'hiver »*. Et s'ils fréquentent moins les restaurants, c'est qu'ils *« sautent le gros repas de midi pour mieux se consacrer au tennis et à la planche à voile »*. Il s'agit là tout simplement pour lui *« d'une modification de comportement des Français »*.

Ce Soisson a décidément les qualités d'un fin psychologue... et surtout un sacré culot !

• Monory : les petits cadeaux, ça ne fait pas de mal

Des petits cadeaux, les Conseils des ministres en ont toujours pour les capitalistes. René Monory a ainsi annoncé mercredi 16 juillet qu'il donnait le « feu vert » pour la création d'une banque au service des petites et moyennes entreprises. Celle-ci serait destinée à leur faciliter le financement des marchés publics et l'accès au crédit, ainsi qu'à être à leur écoute et à leur service.

C'est bien connu, les petits cadeaux entretiennent l'amitié !

• Drôle de culbute pour un melon

Dans le Sud-Est, des manifestations paysannes ont encore eu lieu. Après les saisons de la salade, des cerises, des fraises et de la tomate qui ont été mauvaises, celle de la pêche s'annonce mal et les melons d'importation sembleraient se vendre mieux que les productions locales. Le journal *Les Echos* cite l'exemple de melons d'Espagne vendus à 14 F le kilo dans une grande surface du Midi, tandis que le melon de Cavaillon est à 16 F le kilo chez un détaillant.

Comment expliquer cela quand on sait, toujours selon *Les Echos* du 16 juillet, que le même melon de Cavaillon avait été vendu 3 F le kilo par le producteur... sinon par le fait qu'il y a, de ce côté des Pyrénées, des capitalistes de la distribution qui s'en mettent plein les poches et font de drôles de culbutes sur le dos des consommateurs et des producteurs ?

LA FAMINE : Une fatalité, ou un produit du capitalisme ?

500 millions d'êtres humains mourront de faim entre 1980 et 1990.

Périodiquement, des journaux, des affiches sur les murs, des émissions de télévision nous font voir des images de la famine qui règne dans les pays pauvres de la planète. Au fil des mois, des années, ces images se répètent. Et la famine règne toujours. Le 11 juillet, le Parlement européen de Strasbourg s'est déclaré *« très préoccupé par la situation désastreuse des réfugiés et des populations de la corne de l'Afrique »*. Le 15 juillet, le Conseil mondial de l'alimentation a présenté un rapport au Conseil économique et social des Nations Unies, qui met en évidence l'aggravation de la famine dans le monde. Le directeur du Conseil mondial de l'alimentation estime que 500 millions d'êtres humains mourront de faim durant la décennie des années 1980, et que ce chiffre risque même d'être dépassé. Un demi-milliard d'individus sont donc condamnés à mort, dix fois la population française. Aucune autorité internationale ou nationale ne l'ignore. Ce n'est d'ailleurs pas la première fois qu'un semblable cri d'alarme est poussé. Et pourtant tout le monde sait d'avance que rien, hormis quelques aides spectaculaires et dérisoires, la plupart du temps pour des raisons politiques, ne sera fait pour lutter contre la famine.

Dans le même temps où des peuples entiers crèvent de faim, on trouve sur les marchés des pays occidentaux des produits alimentaires exportés par ces mêmes pays misérables. On trouve des mangues, des bananes, du riz en provenance des pays de la faim. Car on y cultive tout de même des produits alimentaires. Mais ce qui intéresse les sociétés productrices et les Etats, c'est l'exportation pour se procurer des devises et non pas la nourriture des populations locales. Les pays de la faim sont aussi ceux des immenses plantations tropicales qui donnent café, thé, coton, canne à sucre, arachide, cacao, caoutchouc, fruits tropicaux, que l'on maintient en exploitation, plutôt que de faire à la place des cultures vivrières. Car les plantations rapportent des profits, alors que les cultures vivrières n'auraient d'autre rôle que d'empêcher la population de mourir de faim ! Et de cela sont responsables les sociétés exploitantes, généralement des sociétés à capitaux des pays impérialistes, et les Etats des pays sous-développés mis en place et complices des impérialismes.

Et qu'on ne vienne pas nous dire que la famine frappe si soudainement que les grandes puissances n'auraient pas le temps d'y faire face. Les pays riches ont tous les moyens (ne serait-ce que les moyens militaires) d'intervenir très rapidement aux quatre coins du globe, et ne se privent pas de le faire quand ce sont leurs intérêts économiques ou stratégiques qui sont en jeu. Mais dans le cas présent, il ne s'agit pas de cela : on nous annonce que dans les dix années à venir un demi-milliard d'êtres humains mourront de faim. La planète pourrait les nourrir. Les gouvernants ont le temps de réagir. Mais la famine continue et continuera, comme s'il s'agissait d'une fatalité.

Mais la famine n'est pas plus une fatalité que le capitalisme. Seulement, pour faire disparaître l'une, il faut d'abord renverser l'autre.

A.V.

Debré, Chirac, Giscard : du choix pour l'électorat gaulliste

Lorsqu'on n'a pas le vent en poupe, il est difficile de conserver ce qu'il est convenu d'appeler ses amis. Et depuis plusieurs mois Chirac et le RPR n'ont pas spécialement le vent en poupe. Que Chirac se présente lors des prochaines élections présidentielles, bien que le RPR n'ait pas encore désigné officiellement son candidat, voilà qui ne fait aucun doute. Mais qu'il ait des chances de passer devant Giscard d'Estaing voilà qui paraît bien plus problématique. Il est donc difficile de rassembler le troupeau des notables du RPR. Déjà, fin juin, Michel Debré, membre du RPR, avait annoncé sa candidature à l'Elysée. Personne ne pense que Debré ait la plus petite chance de l'emporter. Il s'agit manifestement de souffler à Chirac un certain nombre de voix d'électeurs gaullistes, que le personnage de l'ancien ministre de De Gaulle pourrait séduire, si l'on ose dire. Dans quel but ? Nous n'en savons rien, mais les mauvaises langues disent qu'en agissant ainsi, Débré roule au fond pour Giscard !

Chirac, bien que pas encore officiellement candidat, a riposté : un peu partout dans les départements se sont constitués des « comités d'appel » à la candidature de Chirac rassemblant des notables RPR locaux et qui sont destinés à prouver que le RPR est bien derrière Chirac, et non derrière Debré.

Mais voilà que de nouvelles défections semblent se faire jour : Robert Galley, membre du RPR mais aussi du gouvernement, vient de faire savoir qu'il soutiendra, lui, la candidature de Giscard, parce qu'il est *« un gaulliste de toujours »*. Enfin, c'est Maurice Papòn, ancien ministre de De Gaulle lui aussi, membre du RPR et actuel ministre du Budget, qui vient d'affirmer *« sa totale solidarité à l'égard de la politique gouvernementale »*. Il n'a pas encore appelé à soutenir Giscard, nuance prudente avec Galley, mais cela peut venir. Il y a en tout cinq ministres et six secrétaires d'Etat membres du RPR. Quelle sera leur attitude ? Soutiendront-ils Giscard, eux aussi, ou Chirac, ou peut-être Debré ? Toutes les hypothèses sont permises. En tout cas, l'électorat gaulliste aura le choix et Chirac des soucis.

Il est vrai qu'il pourra se consoler en se disant qu'au fond, c'est toujours Chirac qui est l'inspirateur de l'attitude des différents dirigeants du RPR : n'est-ce pas lui qui, en 1974, a montré l'exemple, en appelant à voter Giscard contre le candidat de l'UDR d'alors, Chaban-Delmas ?

A.V.

Les bonnes actions d'Anne-Aymone

Après avoir publié il y a un an, en juin 1979, la feuille d'impôt de Giscard, après avoir révélé les dessous de l'amitié entre le président de la République française et l'ex-empereur Bokassa, après avoir dévoilé l'importance des intérêts des neveux de Giscard en Centrafrique, c'est à un autre membre de la famille présidentielle qu'aujourd'hui le *Canard enchaîné* s'intéresse : Anne-Aymone.

Avant de s'envoler pour l'Allemagne, Anne-Aymone aurait fait transmettre le 7 juillet un ordre d'achat pour des actions de la société Rhône-Poulenc. Or, deux jours plus tard, Rhône-Poulenc annonçait la cession de tous ses intérêts dans la chimie de base au groupe Elf Aquitaine. Une opération qui a rapporté 1,4 milliard de francs à Rhône-Poulenc et déclenché une forte hausse du cours de ses actions en Bourse.

Voilà qui étonne peu de monde. Entre les milieux politiques et ceux de l'industrie et de la finance, la frontière est quasiment inexistante. Chalandon, P-DG du groupe Elf Aquitaine, n'a-t-il pas été ministre de la Ve République ?

Finalement, dans cette affaire, Anne-Aymone a rempli à merveille le rôle traditionnel d'une épouse de président de la République : charité bien ordonnée, sans oublier les bonnes... actions !

Poniatowski devant la commission d'enquête : enterrer l'affaire après avoir enterré de Broglie

Poniatowski, ministre de l'Intérieur au moment de l'assassinat de de Broglie et qui est suspecté d'avoir été au courant de la menace qui planait sur la victime et d'avoir omis de la prévenir, sera entendu le 23 juillet par la commission parlementaire d'enquête qui a été constituée à ce sujet.

Ce qui est paradoxal c'est que Poniatowski, qui n'a cessé de protester de son innocence et qui a déclaré qu'il n'avait rien à dire, souhaite maintenant passer devant ladite commission. Manifestement, il a calculé qu'en fonction des révélations qui avaient été faites jusqu'à présent, ou plus exactement en l'absence de révélations, il avait toutes les chances de sortir blanchi à la suite d'une audition devant la commission, et que c'était donc le moment d'en profiter. Il n'est pas dit qu'il en sera de même dans quelques semaines ou dans quelques mois.

Inversement, les membres de l'opposition au sein de cette commission, et en particulier les socialistes, qui souhaitaient bien entendu rencontrer Poniatowski, estiment que c'est trop tôt maintenant, qu'il y aurait « *des dépositions plus importantes et plus urgentes que celle de M. Poniatowski* ».

On en est là dans ces manœuvres, et nul ne saurait dire si l'on parviendra à enterrer cette affaire, ou si elle connaîtra des rebondissements.

Le prince de Broglie est mort, mais le prince Ponia aimerait bien que sa carrière survive à cette vilaine affaire.

A.V.

USA

Nouvelle explosion de colère à Miami

Deux mois après les émeutes des Noirs de Miami en Floride, émeutes au cours desquelles la police avait assassiné dix-huit Noirs et fait des centaines de blessés, de nouveau, dans la nuit de mardi 15 à mercredi 16 juillet, la colère a éclaté.

Une nouvelle fois la population est descendue dans la rue, saccageant les magasins, brûlant les voitures qu'elle trouvait sur son passage. Et comme à chaque fois, la police a chargé et a tiré : plus d'une centaine de personnes ont été blessées, dont plusieurs par balles.

Il faut dire que les familles qui vivent dans les ghettos noirs sont parquées soit dans des immeubles où elles s'entassent les unes sur les autres, soit dans des « cottages », qui ne sont que des baraques en préfabriqué, délabrées et infestées de rats.

La population noire de Miami est aussi celle où sévit le plus le chômage, qui touche plus de 50 % des jeunes. Les salaires de ceux qui travaillent sont très bas. La population noire, en plus, a à subir une police composée de Blancs ouvertement racistes et qui le montrent, une police qui n'hésite pas à tirer.

Dans ces conditions, les Noirs n'ont rien à perdre, et il n'est pas surprenant qu'ils se révoltent et descendent dans la rue.

La répression est féroce, mais elle ne résoud rien et n'intimide pas les Noirs qui se révoltent.

Bien sûr, la forme que prennent ces révoltes successives montre aussi le désespoir et le manque de perspectives des Noirs, mais, depuis les dernières émeutes, le gouvernement américain n'a rien fait pour changer les conditions de vie des Noirs. Au contraire, les conséquences de la crise économique se font sentir plus encore pour les travailleurs noirs que pour les travailleurs blancs.

Alors, dans ces conditions, le nouveau coup de colère des Noirs de Miami n'est certainement pas passager. Il pourrait être le prélude à d'autres manifestations violentes, qui pourraient d'ailleurs bien toucher d'autres secteurs de la population noire américaine, et d'autres minorités opprimées que celle du ghetto noir de Miami.

P.V.

Le numéro 77 de la LUTTE DE CLASSE

Vient de paraître

Au sommaire :

- **Le nouveau cours du PCF, un radicalisme bien limité.**
- **Le mouvement écologiste face aux présidentielles de 1981 et à la politique.**
- **L'Afghanistan sera-t-il un Vietnam pour les Russes ?**
- **Iran : Khomeiny et l'armée du chah.**

Malgré un langage radical, le PCF n'offre pas de perspectives aux travailleurs

En réponse à la crise qui toucherait aujourd'hui l'industrie automobile, le Parti Communiste Français a décidé d'engager une nouvelle *« bataille »*. Dans les entreprises de l'automobile comme dans sa presse (*L'Humanité* du 14 juillet consacrait près d'une page à cette question), le PCF se mobilise.

Cette *« nouvelle bataille »*, nous dit-il, aura le même *« ton »* que celle menée lors du démantèlement de la sidérurgie et de la fermeture de mines de charbon.

Pour le PCF, s'il y a crise dans l'automobile, la raison en est l'austérité pratiquée par le patronat et le gouvernement qui, en rognant sur le pouvoir d'achat des travailleurs, fait baisser les chiffres de vente.

Une augmentation substantielle du niveau de vie des travailleurs permettrait, selon lui, aux constructeurs d'augmenter ces chiffres de vente.

Nous sommes bien d'accord avec le PCF pour dire que la diminution du niveau de vie des travailleurs signifie qu'ils peuvent acheter moins d'automobiles. Et c'est vrai que, si la classe ouvrière avait un plus fort pouvoir d'achat, elle pourrait acheter plus d'automobiles, comme de tout ce qui est produit, ce qui limiterait d'autant la mévente.

Mais il ne suffit pas, comme le fait le PCF, de dénoncer un état de fait. Encore faut-il se donner les moyens de changer cette situation.

Or, que propose le PCF face à la crise de l'automobile ? Dit-il qu'il faut se battre, qu'il faut se payer sur le capital pour rehausser le niveau de vie des travailleurs ? Non.

Pour le PCF, il n'est pas question d'accepter le moindre licenciement, tout comme il n'est pas question non plus qu'un atelier ferme ou qu'une seule machine soit déplacée. Mais que propose-t-il concrètement pour cela ?

Le langage que tient aujourd'hui le PCF pour dénoncer la crise se veut radical ; et face à une crise ou à une menace de crise dans l'automobile, les travailleurs, qui ont de quoi être inquiets, sont certainement sensibles à sa politique.

Mais derrière cette apparence de radicalisme, le PCF ne donne pas réellement aux travailleurs les moyens de s'opposer aux licenciements.

Ses propositions ne sont finalement pas très convaincantes pour les travailleurs.

Face aux 100 000 suppressions de postes qui seraient, d'après lui, programmées dans l'industrie automobile d'ici à 1985, il ne propose rien d'autre que « d'investir français » et de faire en sorte que la technologie soit française, et non plus américaine. *« Le PCF lutte pour le développement en France de nouveaux moyens de production, d'études et de contrôles de qualité. Il refuse que l'étude et la technologie soient importées de Chrysler USA. Les ingénieurs et les techniciens de notre pays sont assez qualifiés pour réaliser notre programme de technologie d'avant-garde »*, déclarait Paul Laurent, membre du Bureau politique du PCF, interrogé à la suite de la décision du groupe Peugeot de fermer ses usines pendant sept jours au mois d'août.

Mais aujourd'hui, la crise de l'automobile ne touche pas seulement la France, mais le marché international. Or la production des automobiles, dans les industries françaises, est pour moitié exportée à l'étranger. Alors, que veut le Parti Communiste ? Que l'on ferme les frontières et qu'on protège la production ?

Ce qui reviendrait, non pas à mettre fin à la crise qui touche l'automobile, mais à son accentuation ?

Quant au développement d'une « technologie française », s'il est vrai qu'elle pourrait satisfaire quelques ingénieurs ou techniciens, elle ne résoudrait en rien les problèmes de la grande majorité des travailleurs de l'automobile.

Alors, il reste les investissements. Mais cela revient, en clair, à réclamer des subventions supplémentaires pour l'industrie automobile. Subventions qu'empocheraient les patrons de ce secteur sans créer un emploi supplémentaire, et qu'ils investiront dans des secteurs qui marchent et avec lesquelles ils réaliseront de nouveaux profits.

On en a eu d'ailleurs un bon exemple avec les patrons de la sidérurgie. Ils ont eu besoin eux aussi d'investir. Ils ont touché de copieuses subventions. Et ils ont tout de même licencié des milliers de travailleurs.

Les solutions proposées par le PCF, même si elles sont énoncées sur un ton radical, n'ouvrent donc aucune solution aux travailleurs. La seule chose qui ressort de toutes ses propositions, c'est le ton nationaliste. Et le PCF finalement démontre que, s'il était au gouvernement, il consacrerait une partie du budget de l'Etat (c'est-à-dire l'impôt des travailleurs) à subventionner les patrons français, et donc à élargir un peu plus leurs comptes en banque.

Pour les travailleurs, la seule politique qui préserverait de ce système responsable de la crise et du chômage serait de lutter pour l'interdiction de tout licenciement, d'exiger le partage du travail entre tous et, si besoin est, de se payer sur le capital.

Les dirigeants des trusts de l'automobile ont, pendant des années, accumulé des profits considérables (Peugeot a multiplié par 9 ses bénéfices avoués, entre 1974 et 1976). Cet argent appartient aux travailleurs : qu'ils se paient donc dessus. Ce ne serait peut-être pas une solution pour « l'automobile », mais ce serait au moins une solution pour les travailleurs de ce secteur. Et c'est bien les intérêts des travailleurs qui nous importent, et non ceux de leurs patrons !

Une telle attitude est la seule qu'un parti se réclamant de la classe ouvrière puisse proposer aux travailleurs, en cas d'aggravation de la crise. Mais ce n'est pas celle que propose le Parti Communiste Français.

Pierre VILMA

Monaco
Droit de grève : Le fait du prince

La principauté de Monaco vient d'adopter une nouvelle réglementation draconienne en matière de droit de grève. Désormais seront interdites les grèves de solidarité et les grèves dites « politiques ». Quant aux « vraies » grèves, elles ne pourront être ni tournantes ni perlées, ni avoir lieu avant un préavis de 5 jours ; et elles devront être décidées par un vote à bulletin secret de la majorité absolue des salariés (cadres et absents compris), tandis qu'un dixième de l'effectif pourra demander l'organisation d'un vote pour la reprise du travail.

De plus, l'occupation des locaux sera interdite, les grévistes seront tenus à un service minimum pour *« assurer la sécurité »*. Le non-respect de cette loi entraînera, outre le licenciement, des peines d'un mois à un an de prison et une amende. Enfin, si cela ne suffit pas, le chef du gouvernement pourra interdire toute grève.

Pour protester contre ces mesures, l'Union des syndicats de Monaco, syndicat proche de la CGT, a organisé le 26 juin dans la principauté une grève générale qui a été bien suivie.

Comme on le voit, Monaco, pour les travailleurs, n'est ni la plaisance, ni la villégiature. Et d'ailleurs ces activités, qui ont fait la réputation de la principauté, rapportent seulement 5 % du chiffre d'affaires global de Monaco. Autrement plus importantes pour son économie sont les industries de toute sorte qui emploient presque 20 000 travailleurs, dont seulement 4 500 Monégasques. Un système bien pratique pour le patronat puisque ainsi, si Monaco connaît des licenciements, elle n'a pas de chômeurs. Nul doute qu'avec des institutions sociales qui fonctionnent aussi bien, selon les termes du gouvernement, et les exonérations fiscales que l'on sait, Monaco puisse faire avec des chances de succès des appels d'offre aux industriels pour qu'ils s'installent sur les surfaces encore vierges de la nouvelle zone industrielle de Fontvielle. Tout est en ordre, dans ce petit paradis des riches, pour qu'ils y trouvent non seulement de quoi dépenser leur fortune, mais aussi de quoi la renflouer.

Avec la bénédiction de l'Etat français, puisque c'est un haut fonctionnaire « proposé » par l'Elysée qui est traditionnellement chef du gouvernement monégasque !

Nelly MEYER

BRÉSIL

Malgré l'industrialisation, toujours la dictature et la misère

Le voyage du pape au Brésil a mis pendant quelque temps ce pays à la « Une » de l'actualité. La télévision nous a fait voir, à plusieurs reprises, des images témoignant de la misère dans laquelle vit une partie importante de la population, du régime dictatorial qui y musèle toute opposition.

Le récent développement industriel du Brésil a fait parler de « miracle brésilien ». Il a souvent été présenté comme la preuve que les pays sous-développés peuvent finalement s'industrialiser. Eh bien, le voyage du pape aura au moins eu le mérite, en nous montrant les foules brésiliennes, de faire voir l'envers de ce boom économique, tout relatif d'ailleurs.

Le Brésil produit peut-être aujourd'hui 8 millions de tonnes d'acier (le tiers de ce que produit la France) et plus de 500 000 automobiles. Cet enrichissement n'a profité qu'à quelques-uns. Il a profité aux capitalistes étrangers, américains, allemands, français — la plus grande usine d'automobiles de Sao Paulo est Volkswagen — qui ont investi là-bas parce que la main-d'œuvre y est moins chère qu'en Europe ou aux USA. Il a profité à la bourgoisie brésilienne, que les capitalistes étrangers ont associée à leurs profits. Il a aussi profité à une partie de la petite bourgeoisie. Mais la misère est restée le lot de l'immense majorité de la population.

Le développement de l'industrie a attiré vers les villes des millions de paysans pauvres. Le tiers des 110 millions d'habitants du Brésil vit dans des villes de plus de 100 000 habitants. Mais, parmi ces populations qui ont fui les campagnes, bien peu ont un emploi. On ne compte pas aujourd'hui plus de deux millions d'ouvriers d'industrie, qui touchent de très bas salaires et connaissent des conditions d'exploitation dignes du 19e siècle. Mais ceux-là font encore figure de privilégiés, face aux millions de chômeurs qui n'ont pour tenter de survivre que de petits métiers marginaux et aléatoires.

A ces dizaines de millions de pauvres des villes qui sont parqués dans des bidonvilles, s'ajoutent les dizaines de millions de pauvres des campagnes pour qui l'industrialisation n'a rien changé. Le taux d'analphabétisme reste de 33 %, la mortalité infantile est six à sept fois plus élevée qu'en France. Une partie importante des pauvres des villes sont en état de sous-alimentation permanente, tandis qu'on meurt encore de faim dans les campagnes, en particulier dans le Nordeste.

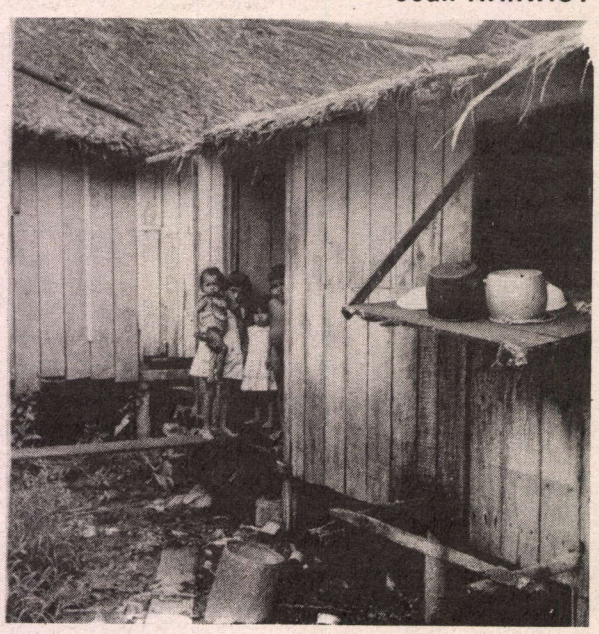
Pour imposer aux populations de telles conditions de vie, un tel degré d'exploitation, le régime brésilien, comme celui des autres pays d'Amérique latine — qu'ils aient ou non connu d'ailleurs un quelconque développement économique, actuellement ou dans le passé — est un régime de dictature militaire.

Les partis y sont interdits, les libertés les plus élémentaires bafouées. La répression s'abat sur toute opposition ; celle des corps officiels de l'appareil d'Etat — l'armée, la police — comme celle des forces de répression parallèles qui, comme l'Escadron de la mort, font impitoyablement la chasse aux opposants. Les assassinats, la torture, sont monnaie courante, comme en Argentine, en Uruguay, au Salvador, au Chili, au Pérou.

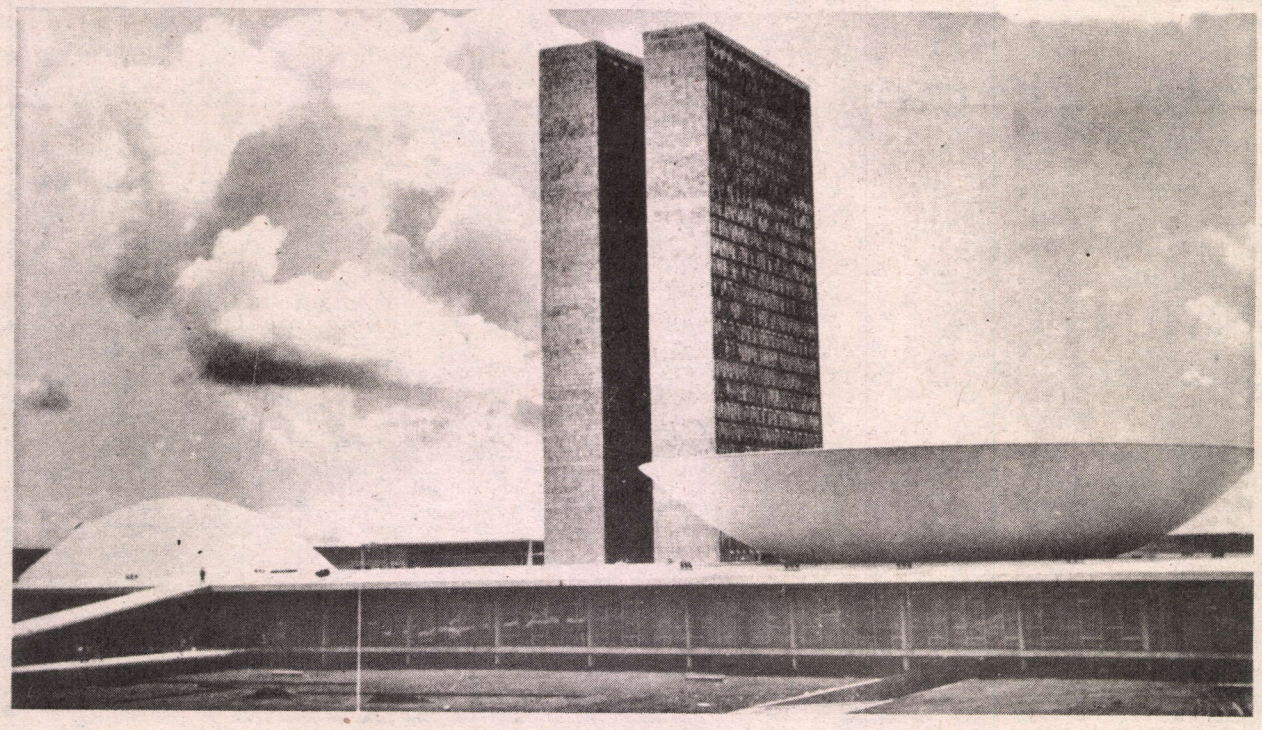
Dans ce pays, comme dans d'autres dictatures d'Amérique latine, le seule force organisée que l'Etat tolère, en dehors des groupes d'extrême-droite, est finalement l'Eglise. Et cela explique sans doute que, tout en restant un appareil réactionnaire au service de l'ordre établi, cette même Eglise reste néanmoins l'un des rares canaux par lesquels puissent s'exprimer ouvertement des critiques devant des formes d'expression trop brutales du régime. Et, parce que les manifestations religieuses sont les seules possibles ou presque, il est possible qu'elles deviennent d'une certaine façon de rares occasions pour la population pauvre de s'exprimer et de dire sa volonté de voir ses conditions de vie sur terre changer.

Ce phénomène n'est pas propre au Brésil. On le voit dans d'autres pays d'Amérique centrale ou d'Amérique latine, comme au Salvador. On l'a vu du temps de Franco, dans un pays comme l'Espagne. Il ne veut pas dire que, même dans ces pays, l'Eglise se mette au service des pauvres, contre les riches. Il ne veut pas dire que la religion y soit autre chose qu'une drogue destinée à endormir la conscience des opprimés. Et les paroles de Jean-Paul II, qui a tenu à condamner tout engagement politique de l'Eglise, sont là pour le montrer. Il montre tout simplement que museler tout un peuple est impossible.

Jean HAINAUT



A côté d'un Brésil moderne et industrialisé, la misère pour l'immense majorité.



IRAN

L'armée complote, mais c'est Khomeiny qui l'a laissée en place

Le Conseil de la révolution iranien a décrété, mardi soir 15 juillet, la fermeture des frontières de l'Iran. Cette mesure fait suite à la découverte, selon les autorités iraniennes, de plusieurs complots dans l'armée, ayant pour but le renversement du régime de Khomeiny. Certains militaires ont déjà été exécutés, d'autres emprisonnés, d'autres seraient en fuite. Et c'est pour empêcher ceux que le gouvernement iranien nomme « les mercenaires de l'Amérique » de quitter le territoire qu'il a pris cette mesure.

Quelle est l'ampleur réelle de ce complot ? Il est difficile de le dire. Les dirigeants iraniens semblent en partie chercher à dramatiser la situation, afin de créer dans la population un réflexe de défense et un regroupement autour du régime. Le président de la République Bani Sadr a ainsi déclaré que « *la situation est semblable à celle précédant le coup d'Etat qui a renversé en 1953 le régime nationaliste du docteur Mossadegh* ».

Mais l'existence de tels complots ou en tout cas d'une opposition sourde de toute une partie de l'état-major de l'armée iranienne au régime de Khomeiny semble, elle, bien confirmée. Et cela n'est guère étonnant. L'armée iranienne était, sous le régime du chah, directement liée aux Etats-Unis ; ses cadres, pour la plupart formés aux Etats-Unis et dans les pays occidentaux comme la France et l'Allemagne, vivaient au contact direct des milliers de « conseillers » militaires américains vivant dans le pays. Or Khomeiny et le mouvement islamique, en prenant le pouvoir, n'ont nullement cherché à briser l'armée ; ils ont cherché à se la concilier. Et, à tous les niveaux du commandement et de la hiérarchie, la plupart des hommes de l'ancienne armée sont restés en place.

C'est ce qui peut faire tout naturellement, dans les circonstances que traverse aujourd'hui l'Iran, que l'on trouve dans l'armée un certain nombre d'hommes prêts à se dresser contre Khomeiny, avec l'appui plus ou mois ouvert de l'impérialisme américain et de toute une partie de la bourgeoisie iranienne, qui est restée pro-occidentale et hostile au nouveau régime. C'est pourquoi l'ayatollah Khalkhali dénonce sans doute une situation bien réelle lorsqu'il accuse les conjurés d'être « les agents de l'Amérique ».

Le régime de Khomeiny a-t-il les moyens de tenir, face à cette opposition d'une partie de l'armée et de la bourgeoisie ? L'avenir le dira. Depuis son arrivée au pouvoir, le régime islamique s'est montré capable, tout en réagissant au coup par coup, de mobiliser la population, de retrouver son soutien, de créer autour de lui un réflexe d'union nationale. Et, malgré l'état de désorganisation du pays, l'éclatement de tendances à l'autonomie dans les minorités nationales et la répression menée par le régime contre celles-ci, il est certain que le régime garde une profonde assise populaire et un soutien, en tout cas lorsqu'il s'agit de répondre aux pressions ou aux complots émanant de l'impérialisme et d'anciens partisans du chah.

Mais si des complots peuvent continuer à se tramer dans les milieux dirigeants de l'armée, c'est bien parce que Khomeiny, consciemment, a laissé ces gens-là en place. Par ailleurs, s'il existe un risque que le soutien populaire vienne à manquer dans l'avenir, c'est aussi parce que le régime s'est plus préoccupé de se défendre contre sa propre population, de réprimer les ouvriers, les paysans, les minorités nationales et leurs organisations, que de tenir compte et de permettre l'épanouissement de leurs aspirations.

De ce point de vue, c'est bien dans la nature même du régime, dans sa recherche du soutien des couches dirigeantes même les plus liées à l'impérialisme, dans son hostilité aux manifestations autonomes des masses populaires, que résident ses faiblesses face aux différentes manœuvres visant à l'abattre.

Gaston DEVAU

CHILI

Une Constitution à la Pinochet

Le Conseil d'Etat chilien a publié le 9 juillet un projet de Constitution qui remplacerait celle de 1925, laquelle de toute façon n'existe plus que sur le papier depuis le coup d'Etat de 1973.

Cette Constitution marquerait donc un retour vers la démocratie ? Qu'on en juge : les organisations et partis de gauche restent interdits. Le droit de grève est reconnu à tous, sauf... aux employés de l'Etat, des municipalités, des secteurs de la santé, de l'économie et de la sécurité nationale.

La liberté d'expression est rétablie, mais... les tribunaux peuvent poursuivre **« la diffusion d'opinions et d'informations qui attentent à la morale, à l'ordre public, à la sécurité nationale, à la vie privée des gens et au secret de l'instruction ».**

On reconnaît aux femmes des droits égaux à ceux des hommes, mais... l'avortement est interdit.

Ce projet prévoit même le rétablissement du droit de vote. Mais pas tout de suite : les Chiliens n'y seraient pas encore prêts. Ils pourront voter dans cinq ans pour élire leurs représentants au Parlement. Ils auront même le droit d'élire Pinochet — enfin, le chef de l'Etat. Donc toujours pas d'élections, mais il y aura des parlementaires.... nommés par Pinochet.

Le projet a pour but de poser un masque libéral sur la sanglante dictature de Pinochet. Mais le masque fait la grimace.

URSS

Les Occidentaux censurés... mais c'est la population que le régime veut bâillonner

Le 14 juillet, les autorités soviétiques ont censuré le discours de l'ambassadeur de France parce qu'il faisait une allusion imprudente à la situation en Afghanistan. Peu auparavant, un reportage fait par une chaîne de télévision d'Allemagne de l'Ouest, qui mentionnait la femme du dissident Andreï Sakharov et citait des paroles de Brejnev, avait aussi été censurée. Le 15 juillet, c'était le tour de TF1, pour une émission qui parlait de la censure qui a frappé l'ambassadeur. Décidément, les dirigeants russes tiennent à montrer fermement qu'ils ne permettront pas la transmission d'autres reportages ni d'autres nouvelles que celles concernant le sport, rien que le sport, pendant les Jeux Olympiques.

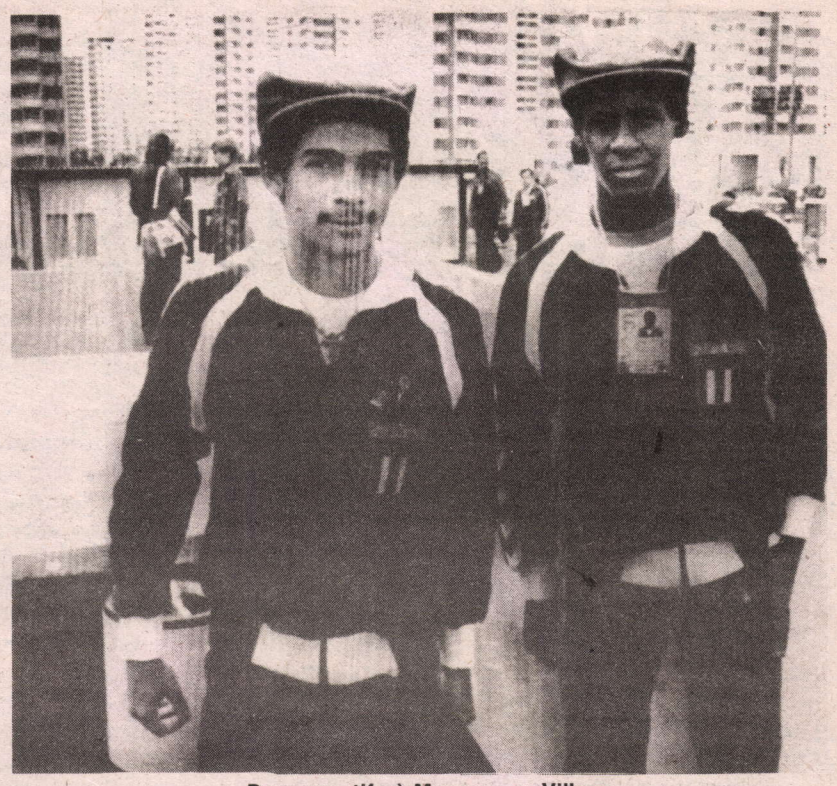
Pour bien prouver qu'ils seront intransigeants, ils prennent même le risque de paraître une fois de plus, aux yeux de l'opinion mondiale, aussi peu respectueux de la liberté d'expression qu'on les accuse de l'être.

C'est que les conséquences de ces mesures à l'extérieur de l'URSS, le nouveau discrédit qu'elles peuvent valoir au régime et même les éventuels incidents diplomatiques avec Giscard ou Schmidt n'arrêtent pas les dirigeants russes quand il s'agit de faire taire la population de ce pays. Car, en réalité, cette mise en demeure ne s'adresse pas aux journalistes, aux hommes politiques étrangers, aux sportifs ou aux touristes, qui de toute façon pourront dire ce qu'ils veulent, une fois sortis d'URSS. Elle s'adresse à la population soviétique.

Car les dirigeants russes veulent empêcher que la population soviétique n'exprime, ne serait-ce que dans des discussions, ses sentiments, ses aspirations. Ils veulent empêcher que la présence d'étrangers soit pour elle l'occasion de dire ce qu'elle pense. Ils veulent aussi empêcher que les Jeux Olympiques soient pour des opposants l'occasion de se faire connaître.

Bien sûr, Moscou a été vidée de tous les contestataires connus. Mais il y a peut-être ceux que la police ne connaît pas, et qui pourraient être tentés de profiter des Jeux Olympiques pour manifester leur opinion sur le régime, sur tel ou tel aspect de la politique du gouvernement, voire peut-être sur l'Afghanistan. Et celui-ci veut éviter toute manifestation de cette espèce. Non pas parce qu'il craint qu'elle soit ainsi révélée à l'Occident, mais parce qu'elle constituerait un succès et un encouragement pour tous les opposants et même tous les mécontents de ce pays.

Alors, toutes ces mesures de censure concernant des ressortissants étrangers sont en fait complémentaires des mesures déjà prises vis-à-vis de la population russe. Les dirigeants soviétiques ont tout fait pour éviter le contact entre la population et les Occidentaux. Ces derniers sont parqués, canalisés entre les stades, les hôtels, les lieux de détente et l'aéroport. Quant aux Soviétiques, ils doivent présenter un laissez-passer spécial pour pénétrer dans Moscou, désormais interdite aux provinciaux. De peur que ce cordon sanitaire ne soit pas assez efficace, les autorités ont de plus invité les citoyens soviétiques à se méfier des Occidentaux venus pour les Jeux, qui seraient pour une bonne part des « agents de la CIA » venus faire de l'espionnite. Aujourd'hui, elles veulent en plus décourager tous ceux que ces mesures n'intimideraient pas.



Deux sportifs à Moscou, au Village Olympique : ce dernier fait fonction d'isolateur ! (AFP)

Voilà les citoyens soviétiques prévenus : même s'ils ont pu communiquer avec un Occidental, leurs efforts pour braver le régime seront peine perdue, puisque les Occidentaux eux-mêmes seront censurés. Alors à quoi bon ?

Des opposants russes tenteront peut-être quand même de franchir le mur du silence. Mais de toute façon ces mesures montrent à quel point les Brejnev, grands et petits, sont persuadés que, si les bouches s'ouvrent, ce ne sera pas pour chanter leurs louanges ; comme elles montrent la nécessité pour le régime russe de recourir en permanence, même pendant les Jeux Olympiques, à la censure, au quadrillage policier, à la répression pour bâillonner la population.

Michel BROUSSE

Pologne

La classe ouvrière continue la lutte

En Pologne, la série de mouvements revendicatifs, de grèves ou de menaces de grèves déclenchées à partir du début juillet, lorsque les autorités ont annoncé qu'elles augmenteraient le prix de la viande vendue directement dans les entreprises, ces mouvements n'ont pas cessé et ont contraint semble-t-il les dirigeants à divers reculs.

C'est ainsi que, bien que les informations soient rares, on a appris que des luttes avaient affecté de nouvelles entreprises, et plus seulement pour exiger un retour à l'ancien prix de la viande, mais bien souvent pour des augmentations de salaires. A Varsovie, les grévistes de l'usine Rosa Luxembourg ont obtenu 10 % d'augmentation et une prime liée à la hausse des prix. Les ouvriers de l'usine Swierczewski ont obtenu 15 %, simplement parce qu'ils avaient menacé de faire grève le 1er août. Des grèves ont éclaté dans les entreprises textiles de la région de Lodz, également sur des revendications salariales, etc.

Manifestement, le pouvoir évite de heurter la classe ouvrière de front. Il essaie de « discuter » ici, de céder ailleurs, de ne pas trop reculer pour ne pas entraîner un mouvement plus général. Mais ses reculs provoquent de nouvelles grèves. On sait, et le régime polonais l'a amplement prouvé, que les bureaucrates n'ont aucun scrupule à employer la manière forte, à faire donner l'armée et la police. Mais la classe ouvrière a également prouvé que, même dans ces cas-là, elle était capable de riposter.

En tout cas, pour le moment le prolétariat polonais marque des points. Il se renforce, prend conscience de ses possibilités, entame des mouvements de plus en plus hardis. Malgré la dictature, la classe ouvrière intervient de plus en plus sur la scène de manière décidée.

Et même si ça ne plaît pas aux bureaucrates, la classe ouvrière polonaise n'a pas fini de leur donner du fil à retordre.

Jean HAINAUT

Mer du Nord

Il y a du roulis sur les plates-formes

Depuis plus d'une semaine, il n'y a plus en mer du Nord qu'un seul forage en exploitation au nord du 62e parallèle. Le pétrole a cessé de couler pour Philips, Elf-Aquitaine et Mobil à Frig, Statford et Ekofisk : une partie des travailleurs des exploitations pétrolières off-shore ont en effet cessé le travail.

Une première grève a commencé le 3 juillet, regroupant les ouvriers travaillant en mer du Nord dans le secteur norvégien, animée par une association de travailleurs de trois sociétés, Philips, Elf-Aquitaine et Mobil. Les revendications des grévistes portent sur une augmentation de salaires de l'ordre de 30 %, la réduction de la durée du travail à 28 heures par semaine au lieu de 36, des rotations plus équilibrées, l'âge de la retraite porté à 55-60 ans au lieu de 67, et l'amélioration de la sécurité. Et depuis le 13 juillet, les ouvriers des plates-formes mobiles de forage en secteur norvégien et britannique ont arrêté aussi le travail sur des revendications de salaire, avec l'appui de la centrale syndicale norvégienne LO.

Le 27 mars dernier, l'accident de la plate-forme pétrolière Alexander-Kielland a rappelé et révélé, pour beaucoup, que les compagnies pétrolières ont installé en mer du Nord de véritables villes flottantes. Et d'ailleurs il n'y a pas qu'en mer du Nord que ces sociétés ont multiplié les exploitations off-shore. Elles emploient de milliers d'ouvriers disséminés sur la mer, au large des Etats-Unis, du Canada, de la Libye, de l'Inde, de la Jamaïque et du Gabon. Elles en envoient souvent où bon leur semble, comme l'expliquait un syndicaliste de Philips au journal Libération. *Ainsi, disait-il, en 14 ans de travail, un ouvrier américain avait été déplacé 15 fois car* « aujourd'hui vous travaillez en mer du Nord, demain on vous envoie dans le golfe Persique. Vous n'avez rien à dire ».

Depuis le naufrage de l'Alexander-Kielland, les compagnies et la presse en écho ont largement parlé de ces exploitations prétendument modèles, où des ouvriers amenés par hélicoptères travaillent par rotation, dans des conditions atmosphériques très dures. Mais, à les entendre, les salaires seraient largement supérieurs à la moyenne, les installations avec salles de cinéma et hôtels confortables seraient à la pointe de la technique. La grève des ouvriers du pétrole de la mer du Nord a le mérite d'infliger un démenti à cette légende, en montrant que les travailleurs, eux, ne sont pas contents ! Et si jusqu'à présent les sociétés pétrolières ne veulent rien céder, si le gouvernement norvégien se refuse à intervenir, les grévistes ont déjà fait perdre aux compagnies près d'un milliard de dollars, et ils sont en passe de leur montrer qu'à semer du vent, elles récoltent la tempête.

Nelly MEYER

USA

Le grand cirque de la Convention républicaine préfigure le grand cirque des élections présidentielles

Les images qu'on a pu voir à la télévision de la Convention du Parti Républicain ont montré, comme il en va de même d'ailleurs depuis des années pour chaque Convention, qu'elle soit républicaine ou démocrate, qu'il s'agit d'une grande kermesse qui ne rappelle pas beaucoup l'atmosphère plutôt compassée des congrès des partis européens.

Et cela annonce l'aspect que va prendre la prochaine campagne présidentielle américaine : celle d'une kermesse encore plus grande.

Ainsi pendant trois jours à Detroit s'est déroulée une revue à grand spectacle, avec majorettes, musique, drapeaux, fanfares, badges, chapeaux aux couleurs de Reagan. Un orchestre accompagnait avec force coups de cymbale l'arrivée et le départ des orateurs. Pancartes, banderoles, affichettes étaient distribuées à volonté. Chaque séance était précédée de l'hymne national. Une prière était dite par un ecclésiastique et une minute de silence respectée en signe de solidarité avec les otages de Téhéran. Deux mille journalistes, cameramen et techniciens étaient présents. Et toutes les chaînes de télévision ont retransmis le super-show, dont le coût a été estimé à 4,5 millions de dollars.

Toute cette agitation, ce bruit fait autour du futur adversaire de Carter, étaient destinés à mieux faire connaître, aux yeux de l'opinion américaine, l'image de Reagan. Il s'agit, dans un pays de la taille d'un continent, peuplé de deux cent millions d'habitants, de frapper les esprits par des procédés publicitaires tapageurs.

Et cela est d'autant plus nécessaire, aux yeux des états-majors des partis, qu'en ce qui concerne les programmes politiques les différences ne sont souvent pas très perceptibles entre les deux grands partis qui dominent la vie politique américaine, les républicains et les démocrates, qui se partagent alternativement l'exercice du pouvoir.

Bien sûr, traditionnellement le Parti Démocrate, celui de Carter aujourd'hui, celui de Kennedy autrefois, est celui qui se présente comme plus libéral et qui recueille plutôt les suffrages de électeurs de couleur (en moyenne 83 % de leurs votes depuis vingt ans) et des travailleurs manuels (56 %), tandis que le Parti Républicain fait figure de parti franchement conservateur. Mais ces différences sont toutes relatives. Elles ne sont pas toujours bien nettes au sujet des promesses électorales, c'est-à-dire des programmes. Mais une fois au pouvoir, les présidents, qu'ils appartiennent à l'un ou à l'autre des deux partis, mènent de toute façon non pas une politique correspondant à leur programme, à leur étiquette, mais la politique qui est définie par les dirigeants des grands trusts, les généraux du Pentagone, les chefs de la CIA.

C'est ainsi qu'on a vu des politiques apparemment paradoxales. C'est un Nixon, élu sur un programme farouchement conservateur et anticommuniste, qui a mis fin à la guerre du Vietnam et a noué des relations diplomatiques avec la Chine ; alors qu'un Johnson, démocrate, a, lui, entraîné les USA dans la guerre du Vietnam ; ou encore qu'un autre démocrate, Kennedy, a tenté l'invasion de Cuba lors de l'épisode de la baie des Cochons. Et un Reagan, s'il arrive au pouvoir demain, peut très bien mener la politique des démocrates.

Devant une telle confusion, une campagne personnelle, démagogique, simpliste et tapageuse apparaît comme le seul moyen de donner aux électeurs des raisons de choisir entre tel ou tel candidat.

Mais malgré tous les efforts des partis et des candidats, malgré tout l'argent dépensé, il n'empêche que l'électorat américain ne se passionne nullement pour les élections. Depuis vingt ans, on compte en moyenne 40 % d'abstentions aux élections présidentielles. Et il y a bien des chances pour qu'il en soit de même lors des prochaines présidentielles.

Laurence VINON

Reagan photographié dans son ranch en Californie. Voilà un fier cow-boy part à la conquête de l'électorat conservateur.

Le candidat et son programme

Ronald Reagan, aujourd'hui âgé de 69 ans et multimillionnaire, a commencé sa carrière comme acteur dans les westerns hollywoodiens. Après avoir joué les cow-boys dans nombreux films de sec ordre, il s'est recyclé dar politique. Il commença seconde carrière par un cours de soutien spect laire en faveur du cand ultra-conservateur Gold ter, en 1964. A la suite quoi il parvint à intéress son sort un lobby finan qui réussit à le propu gouverneur de l'Etat de C fornie, poste qu'il occupa 1967 à 1974. Là, il se dis gua par ses prises de p tion et ses actions réact naires. Bref, Reagan s créé l'image d'un défense tous crins **« de la loi l'ordre »**, de la libre en prise, de la morale bien p sante, etc.

Le programme que le P Républicain défe aujourd'hui est à l'image personnage. Il est ul réactionnaire et vise à o nir les voix de l'électora plus conservateur. Il prop notamment d'augmenter dépenses militaires (donc emplois) tout en réduis les impôts ; il envisage rétablir réellement la pe de mort (qui n'a jamais vraiment abolie, d'ailleurs promet une diminution contrôle sur les armes à une interdiction de l'avo ment, etc.

Carter contre Carter

Billy Carter a fait du chemin, depuis l'élection de son frère à la présidence des USA. Autrefois, il dirigeait une station-service. Il l'a revendue et s'est reconverti en tentant de promouvoir des bonnes relations entre les Etats-Unis et la Libye de Khadafi. Apparemment sans beaucoup de succès sur le plan des relations diplomatiques entre les deux pays — surtout depuis l'incendie de l'ambassade US à Tripoli. Mais cela s'est traduit pour lui par des cadeaux de la part des Libyens. Officiellement, on parle de 220.000 dollars, en acompte sur une somme de 500.000 dollars, baptisée « prêt ».

Seulement Billy a négligé d'en informer les autorités US, comme la loi lui en fait l'obligation, et il faisait donc l'objet d'une plainte.

Il est habilement retombé sur ses pieds en devenant officiellement un « agent du gouvernement libyen », ce qui juridiquement le met à l'abri des poursuites. Et il parle aujourd'hui de rembourser un jour le prétendu prêt, dès qu'il aura trouvé du travail... On en reparlera.

En attendant, cela n'arrange évidemment pas la popularité déclinante du président Carter.

Mais après tout, lorsque sera venu le moment de dresser le bilan, après les prochaines élections présidentielles, peut-être est-ce que ce sera Billy qui pourra se vanter d'avoir le plus profité du mandat présidentiel !

Présidentielles, primaires, Conventions

Le mécanisme des élections présidentielles aux USA est très différent de celui qui existe en France. Tout d'abord le président n'est pas directement élu au suffrage universel : le corps électoral vote pour désigner des « grands électeurs présidentiels » dont un certain nombre revient à chaque Etat.

Un mois après l'élection, les grands électeurs élisent à leur tour le président des USA, mais il ne s'agit plus là que d'une formalité. Lorsque le résultat de l'élection des grands électeurs est connu, on sait alors d'avance qui sera le président choisi.

Mais auparavant, il faut bien que les partis désignent leur candidat. C'est à cette fin que les deux grands partis organisent, à titre privé en quelque sorte, des préélections dites « primaires », et dont les modalités sont d'ailleurs très variables selon les Etats, pour choisir quels seront les délégués à une sorte de congrès de leur parti, baptisé Convention. Et c'est la Convention élue lors des primaires qui désigne en définitive le candidat du parti. Là aussi, le résultat du vote des primaires permet la plupart du temps d'en déduire à l'avance quel sera le candidat retenu. C'est ainsi que tout le monde savait d'avance que Reagan serait le candidat par la Convention du Parti Républicain qui vient d'avoir lieu.

Il y a un an

Le 17 juillet 1979

La chute de Somoza

La répression, les massacres et les dévastations n'ont pas empêché la chute de Somoza. *(AFP)*

Janvier 1978-Juillet 1979 : l'écroulement d'une dictature

JANVIER 1978 : *l'assassinat du directeur de* ***La Prensa,*** *Pedro Joachim Chamorro, principal représentant de l'opposition bourgeoise libérale, ouvre la crise qui emportera le régime de Somoza. En réponse à cet assassinat, le pays est paralysé par la grève générale.*

22 AOÛT 1978 : *un commando du Front sandiniste s'empare du Palais national de la capitale, Managua, où se trouve le Parlement. En échange de parlementaires et de ministres, ils obtiennent la libération d'une soixantaine de détenus, dont Thomas Borge, l'actuel ministre de l'Intérieur du gouvernement sandiniste.*

25 AOÛT 1978 : *le Front d'opposition élargie, qui regroupe partis, syndicats, bref la quasi totalité des opposants du régime, lance un appel à la grève générale. La bourgeoisie et la petite bourgeoisie sont elles-mêmes favorables.*

FIN AOÛT 1978 : *des insurrections populaires éclatent dans diverses villes du pays.*

9 SEPTEMBRE 1978 : *les sandinistes appellent à l'insurrection générale. Huit des villes les plus importantes sont le théâtre de combats auxquels la population participe. L'aviation de Somoza bombarde les villes insurgées. La répression est atroce. Il y aura 5 000 morts et 30 000 réfugiés. Mais Somoza n'y gagne que d'être encore plus haï.*

22 JANVIER 1979 : *le groupe des « douze », qui représente la bourgeoisie nationale opposée à Somoza, donne une conférence de presse : la violence* ***« est l'unique moyen de parvenir à la paix au Nicaragua, étant donné que Somoza ne propose aucune autre solution ».*** *Ils traduisent les sentiments de la bourgeoisie du Nicaragua, qui est en train de lâcher Somoza et qui ne croit pas même à la possibilité d'une solution de compromis, sorte de « somozisme sans Somoza ».*

AVRIL 1979 : *les sandinistes reprennent l'offensive. Ils investissent à nouveau la ville d'Esteli. De son bunker. Somoza ordonne le bombardement des quartiers populaires et le massacre de ceux qui sont soupçonnés d'aider les sandinistes.*

18 JUIN 1979 : *l'offensive sandiniste s'est amplifiée. Tout le peuple se soulève. La deuxième ville du pays, Léon, est prise par les insurgés. Matagualpa ne tarde pas à suivre. Les Etats-Unis reconnaissent le Front sandiniste* ***« comme un élément légitime de l'opposition ».***

19 JUIN 1979 : *la « Junte révolutionnaire de reconstruction nationale » est formée. Elle comprend Sergio Ramirez, universitaire, écrivain, membre du groupe des « douze » ; Mme Violetta Chamorro, veuve du directeur de* ***La Prensa,*** *représentant l'oligarchie des propriétaires fonciers conservateurs mais opposés à Somoza ; Alfonso Robelo, industriel, président du syndicat patronal ; Moïsès Hassan, membre du Mouvement Populaire Unifié, qui regroupe 24 organisations opposées à Somoza ; et Daniel Ortega du Front sandiniste.*

20 JUIN 1979 : *ce futur gouvernement lance un appel à* ***« l'unité totale ».*** *Trois objectifs se dégagent de son programme : 1° souveraineté nationale et autodétermination ; 2° redressement économique du pays ; 3° organisation d'un système démocratique s'appuyant sur la participation du peuple pour résoudre les grands problèmes nationaux. Tous les biens de la famille Somoza seront nationalisés, ainsi que l'énergie, les forêts et les mines.*

DEBUT JUILLET 1979 : *la pression sandiniste s'accentue sur la capitale. Somoza donne l'ordre de bombarder les quartiers pauvres de sa propre capitale ainsi que les industries de ses ennemis. Son aviation emploie bombes, napalm, bombes à billes.*

Mais la lutte reçoit un grand soutien populaire. Non seulement le Front a l'appui de la population, mais les exactions et la corruption du régime ont soulevé toute la population, qui a répondu à l'appel des sandinistes. Aux combattants du Front se sont joints les « miliciens », issus directement des couches les plus pauvres et les plus jeunes de la population.

17 JUILLET 1979 : *fuite de Somoza imposée par la combativité du peuple nicaraguayen, et que les dirigeants des USA ont dû accepter.*

19 JUILLET 1979 : *le Front sandiniste de libération nationale (FSNL) contrôle 95 % du territoire. La Garde nationale est dispersée. On célèbre la victoire dans l'euphorie et la liesse.*

●Le sandinisme, u politique pour la bourgeoisie natio du Nicaragua.

Il y a un an, le 17 juillet 1979, la dictature de Somoza s'écroulait et les sandinistes prenaient le pouvoir au Nicaragua. Il avait fallu des mois d'une guerre civile meurtrière pour venir à bout du régime. Malgré l'opposition unanime de toute la population nicaraguayenne — ouvriers, paysans, mais aussi petits et grands bourgeois —, le dictateur s'était accroché au pouvoir, employant jusqu'au bout son instrument de répression privilégié, la Garde nationale, armée et équipée par les USA. De leur côté, les dirigeants des USA prirent certes quelques distances d'avec leur protégé, mais ils ne firent rien pour l'inciter à laisser la place. Ils n'intervinrent dans ce sens qu'en juillet 1979, lorsqu'il devint évident que le régime n'avait plus aucune chance de tenir.

Un an plus tard, il est sans doute impossible de faire un bilan des réalisations du régime sandiniste. Celui-ci a hérité d'un pays dans lequel, à la misère du sous-développement et aux conséquences de la dictature dans limite du clan des Somoza, se sont ajoutées les énormes dévastations de la guerre civile. Sur le plan économique, le Nicaragua en est encore, en fait, à la remise en route.

LA RECHERCHE DU SOUTIEN DE LA BOURGEOISIE NATIONALE

Par contre, sur le plan politique, toutes les mesures, toutes les orientations prises depuis un an par le nouveau régime permettent aujourd'hui de dessiner sa nature. Et celle-ci est bien conforme aux buts proclamés dès le départ par les dirigeants sandinistes.

Le Front sandiniste de libération nationale, l'organisation politique et militaire de la guérilla qui a mis fin à la dictature de Somoza, voulait unir toutes les classes sociales nicaraguayennes pour secouer le joug de la dictature, et en même temps desserrer l'étreinte que l'impérialisme américain faisait peser sur le pays. Mais en voulant unir toutes les classes sociales, les dirigeants sandinistes mettaient au premier plan la recherche du soutien de la bourgeoisie nationale nicaraguayenne. Celle-ci était hostile à la dictature, qui accaparait les principales richesses du pays.

C'est cette circonstance qui a permis au Front sandiniste de recueillir son soutien. Et c'est incontestablement au nom de cette classe que le FSLN a pris le pouvoir. Son premier souci, en constituant en juillet 1979 le « gouvernement de reconstruction nationale », fut de faire figurer dans ce gouvernement des représentants patentés et autorisés de cette bourgeoisie.

Dès lors, les contours de la révolution sandiniste ont été dessinés par les intérêts de cette classe sociale. C'est ainsi que les dirigeants sandinistes ont affirmé : *« Notre ennemi immédiat n'est pas la bourgeoisie nationale. L'alliance avec elle ne peut être réduite à un problème tactique, conjoncturel. Elle est le produit de conditions historiques déterminées par la dictature militaire, économique, d'une famille et le soutien de l'impérialisme ».*

Car la bourgeoisie nationale nicaraguayenne ne veut pas rompre avec les USA. Elle cherche seulement à aménager ses rapports avec eux, de façon à rendre leur tutelle moins pesante. Dans ce but, elle cherche aussi à diversifier ses relations internationales. Ainsi les dirigeants sandinistes ont-ils recherché de l'aide et des crédits non seulement auprès des USA, mais aussi auprès des pays européens, ou même de l'URSS.

ne

ale

« DISCIPLINER » LES OUVRIERS ET LES PAYSANS

Quant aux autres classes sociales, les ouvriers et les paysans, elles ont certes fourni l'essentiel des orces, l'essentiel des sacrifices dans la lutte contre a dictature. Mais à leur égard, le souci des dirigeants sandinistes est là aussi bien conforme aux souhaits de la bourgeoisie nationale. Ouvriers et paysans doivent apporter leur soutien à l'œuvre de reconstruction nationale, mais pas revendiquer pour leur propre compte, car ce serait mettre en avant des intérêts divergents de ceux des classes dirigeantes.

Et dans cet esprit, les dirigeants sandinistes se sont souciés dès la chute de Somoza de « discipliner la révolution », c'est-à-dire de désarmer ou de contrôler les milices formées durant l'insurrection, afin d'ôter aux masses populaires toute idée de s'organiser et de lutter pour leurs propres intérêts, pour leur propre pouvoir, et de leur ôter les moyens dont elles disposaient pour cela.

L'INCONNUE TIENT AU CONTEXTE EXTÉRIEUR

C'est donc à cette affirmation d'une révolution nationale et bourgeoise que peut se résumer une année de sandinisme au Nicaragua. Et les inconnues quant à l'avenir ne tiennent pas aux intentions des dirigeants politiques nicaraguayens. Elles tiennent essentiellement au contexte extérieur.

Les dirigeants des USA, jusqu'à présent, ont accepté au moins officiellement la coopération avec le nouveau régime. Ils sont probablement soucieux d'éviter une évolution « à la cubaine » du Nicaragua. Or la révolution cubaine était à ses débuts, pour l'essentiel, comparable à ce qu'est aujourd'hui la révolution nicaraguayenne. C'est l'impérialisme américain qui, à l'époque, ne toléra pas la moindre mise en cause de ses intérêts et qui chercha à isoler Cuba, à abattre le régime castriste, en rompant les relations économiques et politiques avec lui. Et c'est cela qui amena Castro, dans sa volonté de résister, à rechercher le soutien de l'URSS.

Les dirigeants politiques des USA veulent sans doute éviter une telle évolution, dans l'immédiat ; ils savent que le régime sandiniste a suffisamment de soutien populaire pour résister aux pressions éventuelles, au moins aussi bien que Castro en son temps. Mais il est certain que les agents locaux des grandes sociétés impérialistes, qui voient leurs intérêts mis en cause, n'abandonnent pas aussi simplement la défense de ces intérêts, pas plus que les partisans de l'ex-dictateur, qui disposent de soutiens particulièrement complaisants dans les milieux dirigeants américains. Par ailleurs, l'exemple nicaraguayen peut être contagieux. Le Nicaragua a fait la démonstration que l'on peut, dans une région aussi soumise à l'impérialisme que l'est l'Amérique centrale, secouer un peu sa tutelle. D'autres, au Salvador, au Honduras, par exemple, peuvent être tentés de suivre l'exemple. Et cela peut déterminer un durcissement américain à l'égard du Nicaragua. Le durcissement à l'égard de Cuba avait d'ailleurs, à l'époque, pour principal but d'éviter toute contagion de l'exemple castriste.

De ce point de vue, l'évolution future du régime sandiniste dépend beaucoup de l'évolution de la politique des dirigeants impérialistes et de l'évolution de la situation dans l'ensemble de l'Amérique centrale et de l'Amérique latine. Mais dans tous les cas, la révolution nationale et bourgeoise sandiniste pose d'ores et déjà des limites bien précises à une victoire qui fut, il y a un an, essentiellement le fruit de la lutte des masses populaires.

● Un an de sandinisme

Un milicien sandiniste monte la garde dans une ville du Nicaragua. *(AFP)*

En arrivant au pouvoir le 19 juillet 1979, la Junte de reconstruction, le nouveau gouvernement, a trouvé un pays complètement ruiné par l'ancien dictateur Somoza.

Celui-ci avait fait incendier les usines qui ne lui appartenaient pas. Il y avait 750 000 sans-abri et sans-emploi. Le coton, l'une des principales ressources du pays sur le plan des exportations, n'avait pas été semé en 1979. La dette extérieure se montait à 300 millions de dollars et Somoza avait laissé 3 millions de dollars dans les caisses. Par ailleurs, organiser la future récolte vivrière exigeait de se procurer des semences onéreuses pour obtenir riz et haricots, aliments de base des Nicaraguayens. La famine menaçait un million de personnes.

La priorité a donc été donnée au ravitaillement et à l'obtention de médicaments, car aux dévastations de la guerre civile s'ajoutaient les risques d'épidémies. La Junte fit appel à l'aide internationale. Elle a demandé un moratoire pour la dette extérieure, et des crédits.

Une armée régulière fut organisée, qui devait compter 10 000 à 12 000 hommes. On interdit à quiconque n'est pas membre de l'armée sandiniste de conserver des armes. Il s'agissait en fait de faire remettre les armes à une partie de la population, qui s'était armée de façon spontanée dans la période finale de la guerre civile. Mais ce désarmement ne fut pas facile. Il fallut en outre créer une milice beaucoup plus large, pour tenter d'encadrer tous les « muchachos », c'est-à-dire toute cette partie de la jeunesse qui, ayant pris les armes, ne semblait guère disposée à appliquer les décisions du gouvernement qui leur proposait de retourner... à l'école.

Les tortionnaires de l'ancienne Garde nationale de Somoza, dispersée, ont été jugés par des tribunaux populaires. Pour les autres, *« notre vengeance sera le pardon »*, déclara Thomas Borge, le nouveau ministre de l'Intérieur.

Les biens de Somoza ont été nationalisés. Du coup, l'importance énorme de ces biens, qui avaient été accaparés par le dictateur, a mis d'emblée dans les mains de l'Etat les principaux secteurs de l'économie, sans qu'il y ait pour autant de heurts avec la bourgeoisie nicaraguayenne. *« La voracité maladive de cette dictature est aujourd'hui notre chance ! Ses anciens biens nous donnent à présent la possibilité de travailler sans frictions avec le secteur privé »*, déclara James Wheelock, un dirigeant sandiniste responsable de la réforme agraire.

Le 19 novembre, 60 % des terres arables de Somoza étaient confisquées. Cent jours après la victoire, près d'un million d'hectares, soit 40 % des terres cultivées du pays tout entier, ont été au total récupérés « pour le peuple » et confiés à l'Institut nicaraguayen de réformes agraires (INRA). Ce pourcentage devrait atteindre finalement 70 %. De même, 90 grandes entreprises appartenant à Somoza et 450 propriétés et immeubles sont passés sous le contrôle du nouveau gouvernement.

La nationalisation ne touchait pas les propriétés des bourgeois qui se sont opposés à Somoza. Ni les compagnies américaines. La volonté des dirigeants sandinistes est d'ailleurs d'éviter une tension avec les dirigeants américains. Comme le déclarait un des membres de la junte : *« Qu'est-ce qui pourrait mettre* (les Etats-Unis) *contre nous ? Le fait de se dire marxiste ? Mais nous n'allons pas le faire. Le fait d'exproprier les compagnies américaines ? Mais nous ne le ferons pas non plus ».*

Il restait la nationalisation des banques. Mais celle-ci s'est faite, pour les propriétés n'appartenant pas à Somoza, avec indemnisation et, comme le notait un journaliste du *Monde : « Tous ces établissements étaient en déficit : la mesure a donc provoqué chez les « victimes » plus de soulagement que de grincements de dents ».*

En décembre, le gouvernement sandiniste faisait savoir qu'il avait emprunté 1,2 milliard de dollars et qu'il cherchait de nouveaux prêts *« venant de n'importe quel bord »*, pourvu qu'on lui laisse son indépendance. Il avait déjà reçu l'aide de ses voisins : le Panama, de Costa-Rica, le Mexique.

Pour 1980, le gouvernement sandiniste a estimé que la priorité devrait être accordée aux dépenses de santé, d'éducation et de logement. Ce qui représenterait 62 % des dépenses.

Il se propose de créer 90 000 emplois et de ramener de 36 à 20 % le taux de chômage d'ici à la fin de l'année (ce taux était de 22 % dans les villes et de 36 % dans les campagnes du temps de Somoza). Pour obtenir ces objectifs, le gouvernement sandiniste a mis l'accent sur le développement de la production, en particulier des produits d'exportation (coton, café, sucre, banane et viande).

Dans cette bataille de la production, le gouvernement sandiniste se défie des tendances que pourraient avoir les travailleurs à s'organiser d'une façon autonome et à revendiquer. Dès les premiers mois, il a pris position contre les mouvements d'extrême-gauche, trotskystes ou autres, qui agissent dans ce sens. Sont taxés de contre-révolutionnaires *« les trotskystes et tous ceux qui veulent accélérer l'évolution du régime au Nicaragua »*. Les membres de la « brigade Simon Bolivar », trotskystes venus de Colombie, ont été expulsés.

Quant à la population, le gouvernement se contente de la mobiliser pour aider aux tâches de ravitaillement et de reconstruction en la regroupant dans des comités de défense civile.

En outre, en organisant de façon militaire la population en brigades d'intervention, le gouvernement a lancé cette année une grande campagne d'alphabétisation pour intégrer à la vie nationale les quelque 60 % d'analphabètes que compte le pays, voire même 90 % dans certaines régions rurales.

La mobilisation de la population permet de faire baisser les coûts d'une telle opération. Pour le nouveau régime, *« dépenser peu, économiser nos ressources et produire beaucoup, c'est faire la révolution »*.

Sans doute, mettre l'accent sur ces tâches répond à une nécessité et à des besoins criants de la population. De ce point de vue, la chute de Somoza entraîne certainement dès maintenant des changements importants pour celle-ci. Mais dans les conditions de sous-développement dont le Nicaragua ne peut sortir, les heurts d'intérêts sont inévitables entre la population pauvre et la bourgeoisie. Or les sandinistes ont tout fait pour que l'Etat, le pouvoir soient entre les mains de la bourgeoisie, et donc pour que celle-ci dispose de tous les moyens de résoudre ces conflits à son profit.

Le projet d'accord sur l'aménageme

Non aux rêves de toute-puissanc

L'accord sur l'aménagement de la durée du travail est aujourd'hui en suspens au moins jusqu'à la rentrée, à la suite du refus des organisations syndicales de le signer tel qu'il se présente aujourd'hui, après des mois de discussions avec les organisations patronales.

Mais le patronat n'en a pas pour autant abandonné ses projets, même s'il lui faut maintenant attendre la reprise des discussions, à la rentrée, pour espérer les faire passer. Car de toute évidence, ce projet d' « aménagement du temps de travail » lui tient à cœur.

De quoi s'agit-il donc ? Nous analysons ci-contre le détail du projet d'accord, tel qu'il se présente aujourd'hui. Derrière un ensemble de dispositions souvent complexes, le dessein principal du patronat apparaît clairement. Il s'agit pour lui, en fait d' « aménagement », de remettre en cause toute une partie de la réglementation des horaires de travail, qu'il estime trop contraignante.

Oh, ce n'est pas que le patronat se gêne, actuellement, pour passer outre à cette réglementation. La loi des quarante heures, en vigueur depuis 1936, fixe en principe un horaire légal de travail ; mais les patrons ont la possibilité de la tourner, en imposant des heures supplémentaires, par exemple lorsqu'ils estiment que cela est nécessaire pour leur production. Il leur faut dans ce cas accomplir certaines formalités, comme par exemple demander une dérogation à l'inspecteur du travail, dérogation qu'ils obtiennent quasi automatiquement.

Mais même cette faible protection, les patrons voudraient la remettre en cause. Ils voudraient qu'il soit établi, une fois pour toutes, que ce sont eux qui fixent les horaires de leur entreprise, en fonction de leurs besoins, en fonction des aléas de la production. Ils voudraient qu'il soit établi, une fois pour toutes, qu'ils peuvent décider de réduire l'horaire lorsque leurs commandes baissent, mais qu'ils peuvent en compensation obliger les travailleurs à rester tard le soir, ou à revenir le samedi et le dimanche, si les carnets de commande sont pleins.

Ils veulent maintenant que la loi leur donne toute discrétion pour agir ainsi. Et, en bons patrons qui ne veulent pas laisser passer une occasion de grignoter quelque chose sur le dos des travailleurs, ils veulent assortir cela de quelques avantages financiers, comme le fait que globalement les heures supplémentaires effectuées leur coûteront moins cher, ou qu'ils pourront imposer plus facilement des horaires de nuit ou de week-end afin de mieux rentabiliser leurs investissements et d'augmenter la durée d'utilisation de leurs machines.

Oui, vraiment, le patronat ne doute plus de rien. Et il était tellement pressé de faire signer les organisations syndicales, tellement pressé d'obtenir ces avantages, qu'il est en grande partie responsable de l'échec de la négociation, alors que les organisations syndicales ne demandait en fait qu'à signer.

Car, pour qu'elles signent, il aurait sans doute suffi que le patronat fasse un petit geste, qu'il cède, en contrepartie de cette remise en cause de toute la législation des quarante heures, un petit quelque chose, un petit avantage qui aurait permis aux organisations syndicales de présenter leur reculade comme l'obtention de « résultats positifs ».

Mais ce n'est que partie remise. Car les organisations syndicales, en fait, sont prêtes à jouer le jeu de la négociation, de la « concertation ». Elles ne refusent pas le principe de l' « aménagement des horaires » — sauf peut-être la CGT qui s'y dit opposée tout en acceptant de participer aux discussions. Elles veulent seulement négocier ce principe, le vendre, à des prix différents suivant les organisations. Car le simple fait de se prêter à ce jeu de discussions avec le patronat, c'est reconnaître que la remise en cause de la réglementation du temps de travail est quelque chose de négociable. Et c'est bien pourquoi le patronat considère ce résultat comme une première victoire dont il est pressé de pouvoir profiter.

Eh bien non, les volontés du patronat d'avoir les mains libres, son désir de pouvoir augmenter l'exploitation des travailleurs, de les rendre corvéables à merci, tout cela ne se discute pas, ne se négocie pas. Cela se refuse tout net. Les organisations syndicales font la démonstration aujourd'hui qu'elles ne sont pas capables d'une telle attitude. Eh bien, les travailleurs doivent démontrer qu'ils peuvent, eux, dire non.

Avec l'accord patronal, les femmes verraient leurs conditions de travail se dégrader, le patronat voulant notamment reculer la limite du travail de nuit de 22 h à 24 h.

Les principaux points du proj

• L'aménagement annuel de la durée du travail

Jusqu'à présent, la loi définissait une durée hebdomadaire « normale » de travail, de 40 heures ; et les patrons, pour aménager leurs horaires en fonction de leurs besoins, devaient se soumettre à un certain nombre de réglementations. Le calcul des horaires à l'année, tel qu'il est prévu par le projet du CNPF, assouplit considérablement cette réglementation.

Les 1.816 heures annuelles prévues pour 1983 (compte tenu de la réduction de 40 heures mise en avant par les partisans du projet) ne laissent en vigueur qu'un horaire hebdomadaire moyen de 40 heures. Mais, en laissant aux patrons la possibilité de calculer sur une année, il leur donne la possibilité de faire effectuer tantôt des semaines plus longues, sans payer une partie des heures supplémentaires, tantôt des semaines plus courtes, sans payer une partie des indemnités de chômage partiel.

Le projet établit un certain nombre de limites : « *la répartition de la durée normale dans le cadre d'une année (...) ne devra pas avoir pour effet d'entraîner des variations d'horaires excédant 3 heures en plus ou en moins de 40 heures par semaine complète de travail* ». Cela laisse déjà aux patrons la possibilité de passer de 37 heures à 43 heures, ou vice versa, suivant les nécessités de leur production. Mais, de plus, la porte est ouverte à toute une série de dérogations donnant aux patrons une marge de manœuvre encore plus grande.

• Une cinquième semaine de congés bidon

Le CNPF a présenté ce projet comme aboutissant à une réduction du temps de travail parce qu'il y est prévu une réduction de 40 heures de travail dans l'année. Celle-ci pourrait prendre la forme soit d'une cinquième semaine de congé soit d'une réduction d'horaire.

Mais cette réduction d'horaire annuel, outre qu'elle ne sera effective qu'en 1983 (24 heures seraient accordées en 1981 et 32 heures en 1982), ne touchera en fait qu'une petite partie des salariés, car le texte prévoit de très nombreuses restrictions. Pour y avoir droit il faudra avoir accompli l'horaire annuel complet, et les grèves, les arrêts maladie seront déduits de la durée annuelle du temps de travail. D'autre part, il est précisé que « *les dispositions de ce présent accord ne se cumuleront en aucun domaine avec les dispositions antérieures résultant des lois, règlements, conventions, accords en usage actuellement en vigueur, notamment en matière d'horaires, de jours de congés, de jours fériés locaux et d'heures de repos supplémentaires* ». C'est ainsi que les travailleurs disposant de jours de congé d'ancienneté ou de jours de congés annuels dépassant la durée légale (24 jours ouvrables) ne pourront pas cumuler et se les verront déduire. Le patronat n'accepterait comme dérogation que celles concernant les congés payés pour événements familiaux, ainsi que les congés aux mères de famille de moins de 21 ans.

Et ce « *congé supplémentaire* » sous conditions, les rares bénéficiaires pourront-ils le prendre quand bon leur semble ? Même pas : il serait attribué « *après délibération, dans les entreprises qui en sont dotées, du Comité d'entreprise ou d'établissement ou, à défaut, des délégués du personnel ; il en est de même pour les mesures collectives résultant de ce choix* ». Et il est précisé que « *les demandes individuelles doivent être présentées au moins 10 jours avant la date envisagée, que l'employeur retiendra dans la mesure du possible* ».

Ces quarante heures de congés supplémentaires ne sont donc pas ce que les patrons voulaient nous faire croire. Et la réduction supplémentaire de travail (1.770 heures annuelles au lieu de 1.816) pour ceux qui font des travaux pénibles, non plus. En effet, la notion de travaux pénibles est pour le moins restrictive, puisqu'elle n'inclut même pas automatiquement le travail à la chaîne.

• Des heures supplémentaires en fonction des besoins des patrons

Avare en congés supplémentaires pour les travailleurs, le projet l'est beaucoup moins quand il s'agit de laisser aux patrons le droit de recourir aux heures supplémentaires. C'est ainsi que les patrons pourront non seulement imposer librement des semaines variant entre 37 et 43 heures, sans que, au-delà de 40 heures, ces heures soient payées comme supplémentaires, mais aussi des horaires hebdomadaires encore plus élevés en recourant à deux types d'heures supplémentaires :

• D'une part les heures supplémentaires « libres ». Pour ces heures supplémentaires, dites libres parce que les patrons pourraient en décider librement, sous la seule condition d'en informer l'inspecteur du travail, deux modalités sont prévues. L'une établit pour 1983 ou 1985, selon la taille des entreprises, un

du temps de travail

des patrons !

Pour les patrons, le travail à la chaîne, ce n'est pas considéré forcément comme un travail pénible.

patronal

contingent annuel de 116 heures par travailleur ; l'autre, un contingent de 140 heures, dont 47 seront intégralement compensées en temps. Et c'est aux patrons de choisir entre ces deux systèmes.

• D'autre part, des heures supplémentaires « exceptionnelles », qui, elles, seront soumises à l'autorisation de l'inspecteur du travail, mais que les patrons pourront obtenir s'ils ont à « *faire face à des contraintes commerciales ou techniques imprévisibles* ». Ce contingent d'heures exceptionnelles sera égal à 93 heures. Dans ces 93 heures, les 46 premières heures seraient assorties d'un repos compensateur payé sans majoration, correspondant à 30 % des heures faites. Les 47 suivantes seraient assorties d'un repos compensateur payé sans majoration, correspondant à 70 % des heures faites.

Ainsi, avec ce système d'heures supplémentaires libres et exceptionnelles, le patronat garderait les moyens d'imposer des horaires moyens supérieurs à 40 heures, mais en déboursant moins qu'actuellement.

• Améliorer la rentabilité des machines, donc les profits

Sous la rubrique « *disposition de nature à améliorer l'utilisation des équipements* », l'accord prévoir une réglementation bien plus souple pour les patrons, remettant en cause une partie de la législation acquise par les luttes.

• Le travail de nuit des femmes pourra aller jusqu'à 24 heures le soir, au lieu de 22 heures actuellement.

• Le nouveau système du « repos de roulement » permettrait aux patrons d'imposer des jours de repos non pas dans le week-end, mais en semaine pour de nombreux travailleurs.

• Le travail en équipes chevauchantes permettrait aux patrons de pouvoir étendre le travail en discontinu et de faire ainsi tourner les machines en permanence.

• Les horaires spéciaux de fin de semaine : le projet prévoit que « *dans un établissement ou partie d'établissement d'une entreprise soumise à la concurrence internationale, un matériel très coûteux fait l'objet d'un investissement dont l'amortissement ne peut financièrement être envisagé qu'en fonction d'un nombre annuel d'heures d'utilisation inconciliable avec l'interruption hebdomadaire dans la marche de ce service, le chef d'établissement peut, après avoir demandé l'avis du CE et des délégués ou des délégués du personnel, (...) adresser une demande d'autorisatin au directeur départemental du travail afin d'instaurer des horaires spéciaux de fin de semaine dérogeant à l'article L 221-5 du Code de travail* ».

Le patronat aurait ainsi la possibilité, même si le projet limite cette possibilité à 10 % du personnel, d'imposer à des travailleurs de venir effectuer deux postes de travail de 12 heures le samedi et le dimanche. Il faudrait certes une autorisation du directeur départemental du travail, mais ceux-ci sont soumis aux pressions patronales. D'autre part, l'accord est suffisamment flou pour que les patrons obtiennent facilement une telle dérogation, car ils montreront facilement que la concurrence sévit dans tous les secteurs et que leur matériel est coûteux. Ces 24 heures seraient payées 40 heures.

TRANSPORTS :

augmentations et dégradation en perspective

Il y a quelques jours, le comité des Transports du VIII[e] Plan, présidé par Giraudet, l'actuel président d'Air France faisait connaître ses conclusions et recommandations en matière de transports pour les années à venir. On peut les résumer en trois points : autoroutes, on en construira moins ; tarifs des transports en commun, on va encore les augmenter ; enfin le service SNCF risque encore de se dégrader.

Ainsi, alors qu'au mois de juin la SNCF avait supprimé plusieurs centaines de kilomètres de lignes jugées non rentables, le rapport du comité des Transports préconise ce qu'il appelle **« la rationalisation de l'exploitation des trains omnibus »**. En clair, il s'agit de supprimer de nouvelles lignes, et en tout cas, en supprimant des arrêts, de réduire le service fourni.

Quant aux transports en commun, le comité explique que, s'ils **« connaissent des difficultés »**, c'est à cause de mesures **« tendant à limiter la progression des tarifs et à multiplier les avantages sociaux »**. Les banlieusards et les Parisiens, qui ont vu le prix de la carte orange augmenter de plus de 20 % au 1[er] juillet, apprécieront ! Mais cela va changer, nous dit-on. Et le comité de préconiser une politique (à dire vrai, déjà bien entamée) de « vérité des prix » en matière de transports collectifs.

En région parisienne, pendant des années, les pouvoirs publics avaient limité la progression des tarifs. Il s'agissait d'inciter les travailleurs à aller habiter en banlieue, sans que la dépense en transport leur paraisse trop lourde, et tout en assurant au patronat la main-d'œuvre dont il avait besoin en période de boom économique. Maintenant que des millions de travailleurs habitent en banlieue, on voudrait doublement les pénaliser, en leur faisant payer ce que les gouvernants appellent le **« juste prix »** des transports et en leur faisant supporter des loyers qui s'alignent sur ceux de Paris !

Enfin, la prétendue priorité donnée aux transports collectifs sur les transports individuels, priorité que le rapport du comité parle de renforcer (en renforçant les tarifs, sans doute ?), n'est que la justification trouvée par les pouvoirs publics pour expliquer que l'on construira désormais moins d'autoroutes ou de voies rapides à chaussées séparées.

La construction intensive des autoroutes pendant une quinzaine d'années avait d'ailleurs bien moins pour but de satisfaire les besoins des usagers que d'assurer les profits des quelques grosses sociétés de travaux publics, des géants du béton et du ciment et des Peugeot, Renault ou Citroën. Mais si la politique change, les préoccupations officielles restent les mêmes. Ainsi le rapport du comité des Transports écrit que **« l'action sur les prix »** de l'essence ne peut pas dépasser certaines limites, car il faut **« préserver des secteurs indispensables au bon fonctionnement de notre économie »**. Ce qui signifie tout simplement qu'il ne faudrait pas que les hausses répétées des carburants, hausses sur lesquelles le gouvernement prélève la part du lion, fassent baisser les ventes des grands de l'automobile.

Si l'on cherche dans l'ensemble de ces orientations une ligne directrice, on n'en trouve qu'une : la recherche du profit maximum pour les entreprises privées et celle de la moindre dépense pour l'Etat...

Mais que l'ensemble de ces mesures préconisées par le comité des Transports puisse faire baisser le niveau de vie des usagers et se traduire par une diminution des services rendus à la population, voilà qui n'émeut pas un instant les rapporteurs de cette commission du VIII[e] Plan. Cela ne surprendra évidemment personne.

Alors, tout dépend finalement de savoir si les travailleurs, les usagers, laisseront passer impunément dans les mois qui viennent ces nouvelles attaques qu'on prépare contre leurs conditions d'existence.

Pierre LAFFITTE

dans les entreprises...

CRAMIF (Paris)

Après leur grève, les encodeuses sont décidées à ne pas se laisser oublier !

A la CRAMIF, la grève des encodeuses est terminée depuis le jeudi 10 juillet.

Les jours précédents, quelques-unes d'entre elles parlaient de reprendre. Mercredi, une entrevue avec la direction s'était soldée par une fin de non-recevoir. Sur le moment, toutes les encodeuses étaient très remontées. Mais le lendemain matin, elles ont finalement décidé de suspendre le mouvement, après 16 jours de grève. La plupart auraient bien voulu continuer plus longtemps. Mais elles ont préféré reprendre toutes ensemble, comme elles avaient commencé.

Puis, ç'a été la dernière réunion avec la direction. Et là, surprise : les directeurs étaient tout miel. *« Mais bien sûr, on vous accorde un quart d'heure de diminution d'horaire en plus »* (cela fait donc 3/4 d'heure en tout par jour).

Pour les retenues sur salaire, le directeur général a essayé de proposer un marché : *« Si le retard est résorbé, on passera l'éponge sur un tiers des jours de grève ».* Traduction du côté des encodeuses : *« Il nous paye un tiers des jours de grève, c'est sûr. Quant à résorber le retard, qu'il ne compte pas sur nous pour faire du rendement ».*

Malgré tout, certaines parmi les grévistes étaient un peu déçues en sortant de la réunion : peut-être qu'en persistant dans la grève, on aurait pu obtenir plus...

Cependant, le résultat n'est pas négatif. Elles n'ont certes pas eu le coefficient 162, revendication à laquelle elles tenaient le plus. La direction ne lâche que 12 augmentations individuelles, suivies peut-être de quelques autres. Mais 3/4 d'heure en moins par jour, cela, elles l'apprécient. Certaines par exemple ont tout de suite calculé les frais de nourrice que cela leur éviterait.

La reprise s'est effectuée dans une bonne ambiance. Le premier jour, il y a eu un arrosage général. Et le deuxième jour de travail, mardi 15 juillet, les encodeuses ont bien montré dans quelles conditions elles entendent travailler désormais.

Auparavant, les temps de pause étaient chichement calculés. Dorénavant, c'est fini.

Ce n'est pas la seule chose qui a changé ! Les encodeuses réclamaient depuis longtemps des formulaires plus lisibles pour leur travail. Miracle : mardi on leur a parlé de nouveaux modèles. Et déjà elles ont décidé de convoquer une réunion générale avec tous les syndicats pour la rentrée. Ce n'est pas fini, puisqu'elles attendent les résultats de l'étude de la direction sur leur coefficient...

Les encodeuses partent en vacances tranquilles : par leur grève, elles ont bien déblayé le terrain pour apprendre à la hiérarchie que, désormais, il faudra compter sur elles.

« C'est notre première grève, toutes ensemble, et on est bien décidées à ne pas se laisser oublier ! ».

Correspondant LO

CIMEA-SCTE (Paris 19e)

Après l'expulsion, on réoccupe !

Le mercredi 16 juillet, les ouvriers de la CIMEA en étaient à leur 21e jour de grève pour leurs revendications : 6 % d'augmentation, les 40 heures, le 13e mois, l'embauche des temporaires et le paiement des jours de grève.

Après notre expulsion de l'usine le 9 juillet — nous occupions depuis le début —, une entrevue a eu lieu avec le patron, chez l'inspecteur du travail. Tous les grévistes étaient présents. Le patron, devant nous, n'a rien voulu céder. Il n'a accepté qu'une chose : la création d'un Comité d'entreprise, ce qui n'est que l'application de la loi, l'usine ayant 80 employés !

Devant ce résultat, nous avons décidé, au cours d'une réunion à l'Union locale CGT, de réoccuper. Ce qui fut fait séance tenante. Grande surprise pour la direction, qui a quitté alors rapidement les lieux, suivie de près par le personnel non gréviste. Nous avons alors repris nos habitudes : occupation en 3 X 8, collectes. De nombreux travailleurs d'autres entreprises viennent nous voir, nous apportent leur soutien. Et le 14 juillet, nous avons organisé une petite fête dansante.

Nous avons le moral, surtout que la grève nous a appris beaucoup de choses. Ainsi auparavant c'était chacun pour soi, nous avions entre nous peu de relations. Les conditions de travail lamentables n'y étaient pas pour rien. Nous avions un rendement à fournir, avec les chefs sur le dos, au milieu des odeurs et de la graisse : il n'était pas question de flâner. Le repas, nous le prenions sur le poste de travail, dans la crasse, car il n'y a pas de réfectoire. Et le patron ne déclarait pas les heures supplémentaires !

Désormais, avec notre grève, il faudra que cela change. Car nous avons appris à nous connaître. Les langues se sont déliées, et on s'en raconte de bonnes sur les chefs. Nous ne nous en laisserons plus remontrer par ceux-là, car « *quand on reprendra, c'est eux qui danseront la samba* » !

Pour l'instant, le patron tente de nous avoir à l'intox : il fait courir le bruit qu'il serait obligé de déposer le bilan. Réflexion d'un gréviste : « *C'est ce que j'attends* ». Il faudra bien que le patron plie.

Correspondant LO

CAISSE RÉGIONALE D'ASSURANCE-MALADIE D'AQUITAINE

Les réviseurs en grève

Depuis quatre semaines le secteur des réviseurs, secteur important du service des pensions et dans lequel arrivent les dossiers vieillesse les plus compliqués, est en grève trois jours par semaine pour obtenir le « niveau 6 ».

Entrevue après entrevue, le directeur de la Caisse s'oppose toujours à leur revendication, bien que la Caisse nationale d'assurance vieillesse se soit déclarée favorable au niveau 6 pour les réviseurs au 1er janvier 1981.

Le premier jour de la grève, le directeur a envoyé une lettre aux réviseurs pour leur dire que « *dès maintenant leur mouvement était pourrissant* ». Quelques jours pius tard, ce mouvement avait « *toute sa sympathie* ».

Le directeur essuie là un sérieux retour de bâton. Depuis deux ans, il avait promis le niveau 6 à plusieurs services et à plusieurs reprises. Les réviseurs l'ont pris au mot. Et depuis quatre semaines, ils se réunissent en assemblée générale chaque matin de grève pour décider des activités de la journée, écrire le journal de la grève diffusé aux autres employés, et décider de la poursuite du mouvement. Et tant pis pour le directeur !

LE HAVRE

Accidents mortels à la Centrale thermique

Un ouvrier de 38 ans du foyer Sonacotra s'est tué en faisant une chute de 65 mètres à la Centrale thermique EDF, le jeudi 3 juillet. Alors qu'il guidait un grutier pour la pose d'une passerelle métallique, la passerelle a heurté et emporté dans le vide l'échafaudage sur lequel se trouvait ce travailleur.

C'est la deuxième fois depuis le début de l'année qu'un ouvrier se tue lors d'une manœuvre à la Centrale. Le 25 avril dernier, un travailleur a fait une chute de 27 mètres en manœuvrant sur un pylône.

Si les travaux d'installation de la quatrième tranche de la Centrale thermique ne coûtent pas cher en sécurité, ils coûtent cher en vies humaines !

Correspondant LO

Echos des entreprises

Médecin-Patron

Un camarade du poste de 18 h 45, en section 1, qui avait été gravement blessé vient d'être renvoyé au fond par le médecin-contrôle, bien qu'il n'ait pas retrouvé l'usage normal de sa main qui avait été prise entre un treuil et un pied droit.

Que ce camarade ait été arrêté un mois et demi, puis qu'il ait passé une quinzaine de jours en article 45, constitue sans doute pour ce prétendu médecin une charge trop lourde pour la mine. Aussi, il l'affecte à des « travaux légers » au fond. Mais est-ce que ce monsieur de blanc vêtu est déjà descendu au fond, pour voir si des travaux légers, ça existe, quand on est blessé ?

Un autre camarade de l'après-midi, blessé à un doigt, n'a même pas été arrêté et a été mis directement en article 45. De même pour un autre de 18 h 45, qui a eu une déchirure musculaire et qui ne peut même pas se baisser.

Pour faire une telle besogne, il est inutile d'user des fonds de culotte pendant des années sur les bancs d'une fac de médecine : un bon adjudant ferait tout aussi bien l'affaire.

(Extrait du bulletin** Lutte Ouvrière **Mines de Carmaux).

Des rayons sélectifs

En Radiothérapie, il y a des malades qui sont soumis à des traitements radioactifs continus. Ils sont placés dans des chambres spéciales plombées. Les infirmières de ce service ont des congés rayons, puisqu'en entrant dans ces chambres elles sont soumises à des radiations. Le rayonnement doit sans doute cesser lorsqu'entre une ASH, parce qu'elles n'ont pas droit à ces avantages !

Le bleu de la blouse des ASH aurait-il les mêmes propriétés que le plomb, par hasard ?

(Extrait du bulletin** Lutte Ouvrière **du CHR Besançon).

Pas bien calés

Pour aller chercher les pièces pour l'inventaire, aux Bacs Bleus, il fallait monter sur des escabeaux. Encore fallait-il savoir qu'ils sont sans frein et qu'ils se déséquilibrent dès qu'on y monte trop haut. Résultat : une chute. Et le camarade a dû être amené à l'hôpital. Croyez-vous qu'on allait arrêter là les frais et mettre les escabeaux au rencart ? Non, et le comble c'est qu'ensuite tout ce qu'ont su faire les chefs, c'est de s'agiter pour répéter aux uns et aux autres : « Attention ! Pas trop haut ! ».

Ils en ont de bonnes. Ils n'ont qu'à monter, eux ! Il leur faut sans doute voir 36 chandelles pour éclairer leur lanterne ?

(Extrait du bulletin** Lutte Ouvrière **du 6/07/80 DBA Beauvais).

dans les entreprises...

Nadella (Vierzon)

Grève contre un licenciement

Depuis plus d'un an, Nadella (entreprise de roulements à aiguilles) subit un plan de restructuration qu'un nouveau P-DG a été chargé de mettre en place. L'usine de Rueil-Malmaison a été fermée, la production et les services centraux regroupés à Vierzon.

Pour les 480 travailleurs de Vierzon, le « plan de redressement » c'est, en plus d'un chantage quasi permanent à l'emploi, une volonté avouée de la direction d'accroître la productivité et de resserrer la discipline.

De nombreux camarades ont déjà été mutés de normale en équipes.

Il y a quelques semaines, le chef de fabrication a réussi à licencier un contremaître. Celui-ci, un des rares chefs à se sentir du côté des ouvriers, avait été mis à pied trois jours en janvier pour avoir été vu en train de boire un verre de vin. Depuis, le direction « voulait sa peau ». Au retour d'un congé-maladie, elle lui a fait le chantage suivant : accepter d'être déclassé, ou être licencié. Le contremaître a refusé le déclassement et s'est donc retrouvé à la porte. A l'époque, ce licenciement avait indigné tout le monde, mais les syndicats n'avaient pas réagi.

La semaine dernière, nous avons appris qu'une procédure de licenciement était engagée contre un délégué CGT. Il avait refusé d'être muté de normale en équipes parce que, malade de l'estomac, il a besoin de prendre ses repas à heures régulières. La direction a ignoré tous les certificats médicaux, y compris celui du médecin du travail, et a maintenu le chantage : les équipes ou la porte. Notre camarade ayant à nouveau refusé, elle engageait la procédure de licenciement.

Mais cette fois-ci, ça ne s'est pas passé en douceur. Sitôt la nouvelle connue, le lundi 7 au matin, les syndicats ont appelé à débrayer. Une assemblée générale a eu lieu, qui a décidé la grève. Au-delà de l'indignation contre le licenciement, c'était le ras-le-bol qui s'exprimait, le besoin de montrer qu'on n'était pas prêt à tout accepter.

Dès le mardi, la direction envoyait une lettre au domicile de chacun d'entre nous — y compris ceux qui étaient en arrêt-maladie — pour essayer de nous convaincre que nous mettions en péril la survie de l'entreprise. Peine perdue : tous les matins, les piquets étaient en place et l'AG reconduisait la grève. Le jeudi avait lieu la réunion du Comité central d'entreprise, au cours de laquelle les syndicats espéraient faire revenir la direction sur sa décision. Mais celle-ci ne voulait rien savoir et le vendredi, alors que le nombre de grévistes commençait à diminuer, les syndicats appelaient à reprendre le travail le mardi 15.

Nous n'avons donc pas obtenu que la direction revienne sur le licenciement et l'affaire est maintenant entre les mains de l'inspecteur du travail. Mais nous avons quand même montré que nous étions capables de réagir contre ses mauvais coup ; et la direction devra bien en tenir compte.

Correspondant LO

General-Motors-France (Gennevilliers)

Menaces sur l'emploi à la veille des vacances

La quasi-totalité de la production de l'usine de Gennevilliers alimente les chaînes de montage d'Opel en Allemagne.

La vente de ces automobiles ayant diminué ces dernier mois, les répercussions n'ont pas tardé à se faire sentir ici.

Les mesures d'économies se sont succédé : restrictions des dépenses dans les bureaux, passage d'équipe en normale dans certains ateliers, retour aux 40 heures, licenciement (en plusieurs vagues) de tous les intérimaires de production.

La direction a annoncé au Comité d'établissement une semaine de chômage technique, fin juillet, pour les travailleurs à la production. Cette semaine sera rémunérée à 55 %.

Une semaine de vacances supplémentaire, tout le monde y est favorable. Mais dans l'histoire, nous allons perdre quelques billets de 100 F sur notre paye.

Comme si c'était aux travailleurs de payer la « crise de l'automobile », alors que la General Motors a accumulé ces dernières années des profits colossaux !

Ce qui inquiète plus les ouvriers, c'est l'annonce par la direction d'une réunion extraordinaire du Comité d'établissement pour le 25 juillet, dernier jour travaillé.

Beaucoup craignent l'annonce d'un chômage technique prolongé à la rentrée, peut-être de licenciements.

Correspondant L

Alsthom-Atlantique (Le Bourget)

La direction veut licencier un gréviste

A l'Alsthom-Atlantique du Bourget, la direction n'a pas digéré les débrayages qui ont eu lieu il y a 15 jours à la Manutention, pour l'embauche d'un travailleur sous contrat temporaire. Pendant toute la semaine, la maîtrise discutait avec les uns et les autres pour savoir comment il se faisait que les travailleurs aient débrayé sans la prévenir et sans en avoir discuté avec elle...

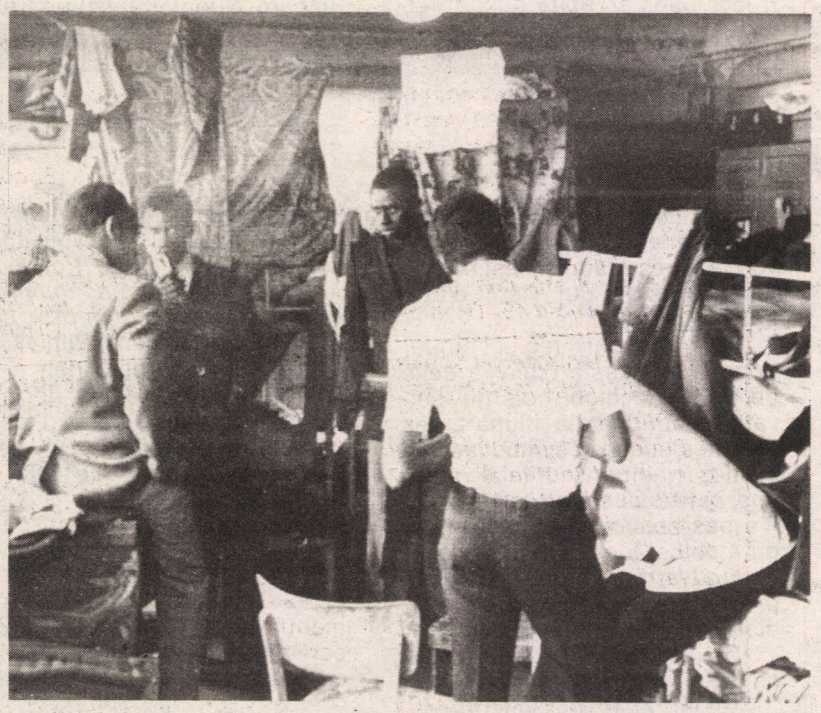
Vendredi 11, l'un de nos camarades, travailleur à la Manutention, recevait une lettre recommandée le convoquant à la direction pour... s'entendre *« signifier les reproches que votre comportement nous conduit à vous imputer, et à statuer sur votre cas... »*. La direction avait décidé, pour se venger de cette grève, de s'attaquer à l'un des grévistes, connu par ailleurs pour sa combativité et ses idées d'extrême-gauche. La CFDT, dont il est membre, appela les travailleurs de la Manutention à débrayer pendant l'entrevue entre notre camarade et la direction. La CGT appela par tract, quant à elle, les travailleurs de la Manutention... à *« savoir avant d'agir »*, c'est-à-dire à ne rien faire avant que la direction ait annoncé la sanction !

La direction annonça trois jours de mise à pied, simple délai de réflexion avant renvoi, reprochant à notre camarade d s'être servi du poste émetteu récepteur de son fenwick po appeler ses camarades à la grèv Il avait en effet signalé il y a jours par radio « qu'il était hu heures moins cinq » et qu'ur réunion de grévistes allait bie tôt se tenir.

Mardi 15 et mercredi 16 juill les travailleurs en discutaie dans l'entreprise. La CFDT pr parait un débrayage de tou l'usine pour vendredi et la CG ayant refusé de s'y associe passait son temps à répand mensonges et calomnies s notre camarade...

Correspondant L

Foyers Sonacotra (Vierzon)



Les foyers Sonacotra se ressemblent tous. Ci-dessus, celui de Pierrefitte, dans la région parisienne.

Les hausses, ça suffit !

Près de 20 % d'augmentation sur les loyers en six mois au foyer Sonacotra de Vierzon. De 296 F en décembre, les loyers sont passés à 317 F en janvier, pour arriver à 355 F en juin. 355 F pour une chambre de 2 mètres sur 4, cela représente, pour un F3 moyen de 40 m², un loyer mensuel de plus de 1 700 F !

Et le gérant a tout récemment laissé entendre à l'un d'entre nous que nous aurions droit à une augmentation du même ordre avant la fin de l'année. Sous prétexte que les 240 chambres du foyer ne sont pas toutes occupées, il se dit obligé de répartir les charges entre ceux qui restent. Comme si nous étions responsables du faible taux d'occupation du foyer !

Cette déclaration a été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. D'autant que la cherté des loyers est loin d'être le seul problème du foyer. Une désinfection générale s'imposerait, ne serait-ce que pour déloger les cafards qui prolifèrent dans les chambres et les cuisines et pour redonner aux vide-ordures un aspect un peu moins repoussant et un peu plus hygiénique. De nombreuses aérations sont bouchées ou détériorées. Quant à la salle de télé, elle est tout simplement fermée en permanence, et la télé trône dans le bar-foyer qui n'est pas prévu pour cela, et où il est difficile d'entendre quelque chose quand tout le monde est rassemblé.

Pour discuter de tous ces problèmes et de la réponse à opposer aux augmentations successives, un groupe de locataires a pris l'initiative de convoquer une assemblée générale de tous les locataires.

LIVRES LIVRES LIVRES

« Naissance de l'homme » de Robert Clarke

Voici un nouveau livre qui etrace les origines des preniers êtres humains depuis eur apparition jusqu'au lébut des temps historiques.

Robert Clarke est journaiste scientifique au *Matin* et galement producteur l'émissions scientifiques à TF1. Il a le mérite d'écrire clairement et simplement. Son livre est un bon ouvrage de vulgarisation.

L'auteur ne se contente pas de tracer l'évolution des espèces qui ont conduit à *l'homo sapiens* et de faire le point sur l'amélioration de l'outillage des hommes préhistoriques, mais il essaie d'imaginer ce que pouvait être la vie de nos ancêtres d'il y a quelques millions ou quelques centaines de milliers d'années.

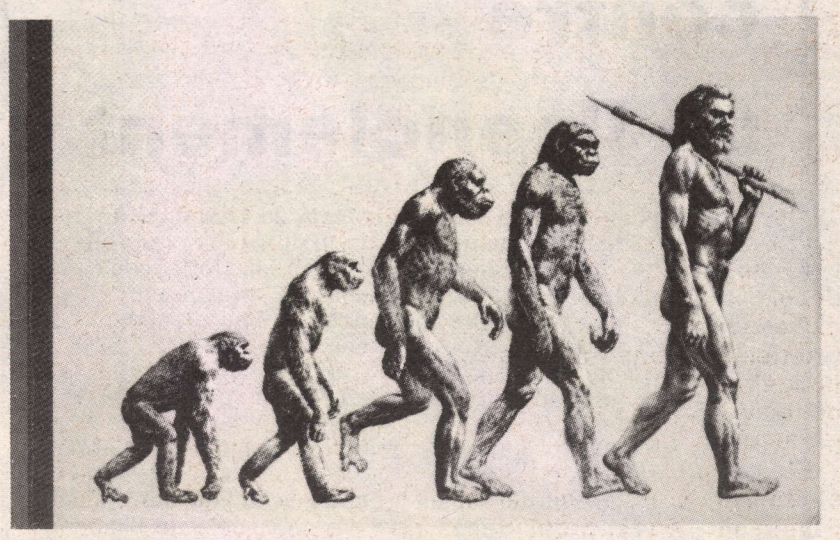
Evidemment, il s'agit là d'un domaine hasardeux sur lequel nous disposons encore moins de renseignements que sur l'outillage ou sur les ossements, mais c'est un domaine passionnant.

Quand et comment l'homme primitif a-t-il commencé à émettre des sons, à avoir un langage ? Quelle était la nature de ses sentiments religieux ? Quel était le sens de l'art dont il a fait preuve ? Quelle était sa vie sexuelle, etc. ?

Il s'agit-là bien sûr d'hypothèses et dans l'ensemble Robert Clarke fait le partage entre ce que nous savons de façon certaine — c'est-à-dire peu de choses — et ce que nous ignorons. Mais, malheureusement, pas toujours.

L'auteur, dans la quasi-totalité des explications qu'il donne, se comporte en matérialiste. Toutefois il semble parfois hésiter quelque peu, et peut-être dans un souci journalistique, il affecte d'examiner quelques hypothèses saugrenues émises par des scientifiques : des mutations ne pourraient-elles pas expliquer qu'ait réellement existé un premier homme, l'Adam de la Bible ? Ou encore le Yéti, « l'abominable homme des neiges », ne serait-il pas un descendant de l'homme de Néanderthal ? Parfois aussi, les conceptions philosophiques de Clarke semblent hésiter entre le matérialisme et un certain idéalisme. C'est dommage, mais cela ne suffit pas à gâcher cet ouvrage qu'il faut prendre comme il est : un bon livre de vulgarisation qui retrace de façon claire et ordonnée l'évolution tant biologique qu'économique, sociale et intellectuelle de l'espèce humaine à son origine.

A.V.



'ue en coupe d'une cabane de chasseurs d'il y a environ 400 000 ans, dont on a etrouvé des traces dans la région de Nice.

Naissance de l'homme. ***Ed. du Seuil. 260 p. 55 F environ.***

« La vie quotidienne des députés en France de 1871 à 1914 »

le Pierre Guiral et Guy Thuillier

Comme le titre de l'ouvrage indique, il ne faut pas s'attendre à une histoire politique du parlementarisme au début de la IIIe république.

Non, les deux auteurs ont choisi délibérément de limiter le sujet à une description des mœurs et des comportements des députés entre 1871 et 1914.

On trouve un certain nombre d'indications sur la fortune, le train de vie, le logement des députés de l'époque, mais aussi sur leurs maîtresses ou... leurs initiatrices, sur ces fameux dîners où se font et se défont les alliances, sur la camaraderie parlementaire qui gomme toutes les divergences, sur la façon de mener une campagne électorale, etc.

Bref, les auteurs n'ont rien voulu laisser au hasard, et rien des soucis domestiques, amoureux ou professionnels des députés ne vous sera étranger après la lecture de ce livre.

Disons enfin que les motivations du député de la IIIe république, telles qu'elles ressortent de l'ouvrage, ressemblent comme deux gouttes d'eau à celles des députés d'aujourd'hui ! Le but recherché, c'est la réussite sociale, le carriérisme, l'espoir de faire parler de soi, dans le but avoué ou inavoué de devenir un jour, qui sait, ministrable, à défaut d'être ministre ; et pour les moins ambitieux, sous-secrétaire d'Etat, à défaut d'être secrétaire d'Etat tout court !

Bref, un ouvrage historique... Mais qui fait penser autant au présent qu'au passé !

Stéphane HÉNIN

La vie quotidienne des députés en France de 1871 à 1914 **de Pierre Guiral et Guy Thuillier. Ed. Hachette. 335 pages. 40 F environ.**

« Bon sang de bonsoir » de Richard Wright

La collection Folio vient de rééditer **Bon sang de bonsoir.** C'est le premier roman de Richard Wright. L'écrivain noir américain l'avait écrit entre 1935 et 1937 alors qu'il était encore membre du Parti Communiste américain. Mais il ne fut publié qu'après sa mort, en 1963 aux Etats-Unis (et en 1965 pour la traduction française). Car le PC américain n'avait pas tenu à ce qu'il soit publié dans les années 1930.

Pourquoi ? Sans doute parce que Richard Wright fait un portrait sans complaisance du héros qu'il a choisi, Jake Jakson, un employé des postes médiocre, veule, bourré de préjugés, anti-communiste... bref, tout le contraire du héros sympathique.

Mais c'est justement parce que Richard Wright a voulu montrer comment la société américaine conduit à de telles idées, de tels comportements.

Exploité au centre de tri ; grugé par des aigrefins des bars qu'il fréquente ; cherchant le plaisir avec une bande de copains dans la bonne chère, l'alcool, et les filles ; rêvant sur des prospectus alléchants qu'il trouve dans sa boîte aux lettres ou espérant gagner à la loterie, il devient d'une violence folle lorsqu'il retrouve sa femme. Au cours de scènes odieuses, il lui fait payer les misères de la vie qu'il subit.

A cette misère sociale s'ajoute sa condition de Noir. Il essaye bien de rigoler de ceux qui parlent de retourner en Afrique, ou de se dire qu'au Nord, pour les Noirs américains, c'est mieux qu'au Sud ; mais il doit affronter la hargne tâtillonne d'un contremaître raciste.

Le talent de Richard Wright est d'avoir fait la description minutieuse de 24 heures de la vie d'un Noir, non pas un constat fastidieux et désespéré, mais au contraire, une dénonciation violente, indignée et réussie.

Jacques FONTENOY

Bon sang de bonsoir, **de Richard Wright, collection Folio, éditions Gallimard, 340 pages, 13,50 F environ.**

« L'acajou » de Boris Pilniak

Boris Pilniak était l'un des écrivains russes de la jeune génération, qui commença à écrire au lendemain de la Révolution de 1917. Sympathisant de celle-ci, il peignit avec talent dans ses premiers romans le monde des campagnes, où paysans et marginaux de la révolution, groupes d'anarchistes et de révoltés, vivaient cette période troublée, en restant souvent en retrait des événements et sans bien comprendre ni ressentir toujours l'enthousiasme qui animait les ouvriers des villes et les soldats qui combattaient dans l'Armée Rouge. Avec la dégénérescence de l'Union Soviétique, Pilniak eut très vite maille à partir avec la bureaucratie. Il disparut dans les prisons en 1937.

En 1929, quand il voulut publier *L'acajou,* Pilniak fut contraint de le remodeler pour pouvoir le faire paraître. C'est sa première version qui vient d'être publiée en français.

Dans ce court récit, l'auteur oppose la Russie d'hier à celle de 1929. L'acajou, bois qui servait à fabriquer la plupart des meubles russes, symbolise les vieilles traditions. Pilniak peint une petite ville de province qui n'a pas beaucoup changé. L'art du mobilier y est évoqué, à côté de l'industrialisation à outrance prônée par le pouvoir. Les mendiants et les illuminés d'avant 1917 côtoient les « emburelucoqués », marginaux communistes fuyant la société bureaucratisée. Plus directement, l'auteur se moque de la collectivisation forcée à la campagne et met en scène un ingénieur trotskyste qui n'espère plus pouvoir changer les choses : « *Le trotskyste Akim rata son train comme il avait raté celui du temps* », conclut laconiquement Pilniak. Et lui, n'attendant plus rien de la société de son temps, termine par un historique de l'art de la porcelaine, comme pour nous dire : il n'y a plus que cela qui reste.

Un livre extrêmement désabusé, donc, mais qui offre cependant des images évocatrices de l'URSS et montre particulièrement bien le désespoir de ces écrivains qui avaient pourtant espéré beaucoup des temps nouveaux.

Michel BROUSSE

L'acajou. **Ed. L'âge d'homme. 100 pages. 35 F environ.**

LIVRES LIVRES LIVRES

« La ténébreuse histoire de la prise d'Alger » de Pierre Serval

Le titre du livre est un peu trompeur. Certes, on y parle de la prise d'Alger. Mais l'essentiel est ailleurs : il s'agit d'une évocation de la vie politique française depuis la Révolution française jusqu'à l'époque de Charles X, sous le règne duquel, en 1830, eut lieu la conquête de la ville d'Alger par l'armée française.

Et surtout, il s'agit d'une étude sur le ministre de la Guerre de l'époque qui dirigea cette expédition militaire, le comte de Bourmont. Ce dernier, royaliste, chef chouan durant la Révolution, rallié plus tard à Napoléon, puis l'abandonnant après Waterloo, est un personnage un peu mystérieux qui fut accusé à plusieurs reprises de trahison. Pierre Serval entend le réhabiliter, ce qui pour la plupart des lecteurs n'offre absolument aucun intérêt.

En revanche, les raisons politiques de la conquête d'Alger sont intéressantes. Le prétexte de cette conquête, comme les manuels d'histoire l'ont répété, a été un coup d'éventail que le Dey d'Alger aurait donné à un ambassadeur français trois ans plus tôt.

En fait, Alger avait une importance stratégique dans la lutte perpétuelle de la France contre l'Angleterre, qui possédait Gibraltar et Malte et qui avait déjà à deux reprises tenté de prendre Alger. De plus, Charles X avait besoin d'une victoire pour essayer d'obtenir le ralliement d'une partie de la population à son régime chancelant.

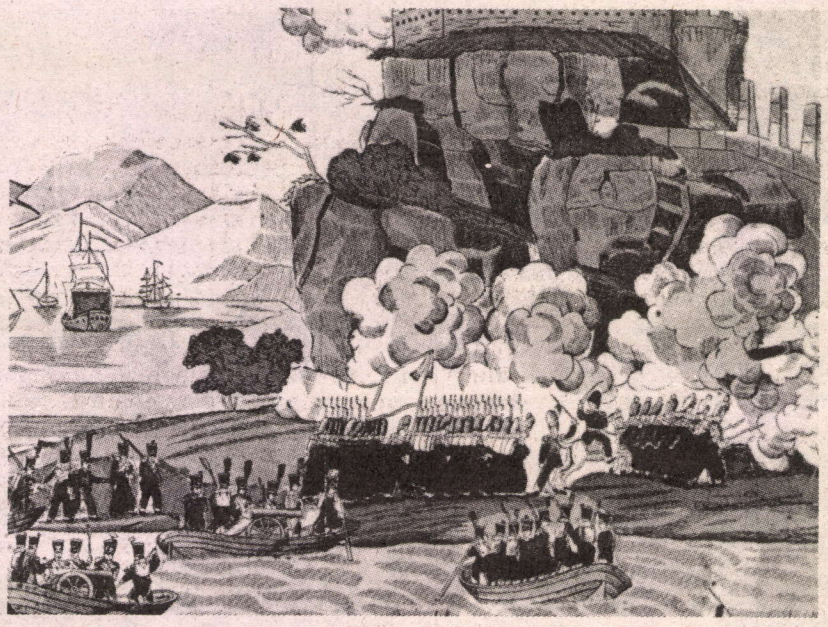
Car c'est là la raison immédiate de cette expédition militaire, à une époque où la bourgeoisie française n'envisageait pas encore de se lancer dans la conquête coloniale en grand, comme elle le fit quelques dizaines d'années plus tard : le régime ultra-royaliste de Charles X se sentait menacé et avait absolument besoin d'un succès militaire pour rallier l'opposition.

Mais rien n'y fit : la conquête d'Alger n'empêcha pas le renversement du régime et les troupes d'invasion apprirent sur place à Alger que ce n'était plus la cocarde blanche, mais la cocarde tricolore qu'il fallait saluer.

En dépit du parti pris très nationaliste de l'auteur, en dépit de l'absence de présentation de la période historique (ce qui fait que le lecteur qui ne connaît pas déjà les principaux faits risque d'être un peu perdu), ce livre de Serval est souvent intéressant par ce qu'il révèle du dessous des choses.

A.V.

La ténébreuse histoire de la prise d'Alger. Ed. de la Table Ronde, 300 pages. Prix : 47 F environ.



« *Histoire de la guerre d'Algérie* » d'Alistair Horne

Ecrivain anglais, auteur d'ouvrages historiques et ami de l'ancien Premier ministre conservateur anglais Harold Mac Millan, Alistair Horne publie une volumineuse Histoire de la Guerre d'Algérie.

Même si l'auteur prend soin de prétendre à l'objectivité, il est manifestement de parti pris, ce qui n'est guère surprenant. Après un rapide historique sur la colonisation de l'Algérie, qui est la partie la moins inintéressante du livre, Alistair Horne raconte ce que furent les huit années de guerre coloniale menée par l'armée française.

Mais lorsqu'il aborde la guerre elle-même, l'auteur montre dans quel camp il se trouve. Les militants du FLN, qui se battaient pour l'indépendance, sont présentés comme des tueurs fanatiques, semant la terreur et embrigadant ainsi le peuple algérien. Horne n'éprouve aucune sympathie pour les militants du FLN.

En revanche, il éprouve une compréhension particulière envers les officiers de l'armée française représentant « un courant d'idées nobles de réformes » *et qui ont un* « véritable désir d'arracher le pays aux tentacules du communisme », *malgré qu'ils se soient insurgés pour conserver l'Algérie à la France colonialiste.*

Horne aurait manifestement préféré que l'Algérie reste sous la coupe des colons et des généraux, plutôt qu'elle accède à son indépendance.

Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que Horne expédie en quelques phrases la révolte d'une fraction des appelés du contingent au début de la guerre, ainsi que l'opposition des partis et syndicats de gauche français, pour ne citer que ces exemples.

Il préfère s'attacher à décrire les positions et les caractères des hommes politiques, notamment de De Gaulle, pour lequel il a une grande admiration, tout comme Mendès-France, qui lança la répression contre le peuple algérien et qui nous est présenté comme le seul capable d'empêcher la guerre.

Cela donne une image de la guerre d'Algérie à travers des lunettes politiques, qui sont celles d'un homme de la bourgeoisie. La lutte de tout un peuple est escamotée et ce livre, en fait, n'apprend rien. **Guy FICHET**

Histoire de la Guerre d'Algérie de Alistair Horne. Ed. Albin Michel. 580 pages. 90 F environ.

« *La nuit du grand boss* » de Fruttero et Lucentini

La nuit du grand boss, *de Fruttero et Lucentini, est un roman policier. Les 150 premières pages servent à nouer les fils de l'intrigue avant le meurtre, les 330 autres à les dénouer.*

Dans cette histoire plutôt rocambolesque se côtoient différents milieux de Turin : des hommes de la Mafia ; des intellectuels d'une maison d'édition, tous persuadés que les autres sont névrosés ; un directeur de la Fiat, sorte de despote devant lequel rampent tous les cadres ; un curé illuminé et pas très catholique, qui devient la victime de l'histoire ; enfin un commissaire de police qui, après l'assassinat du curé (métier oblige !), se met à la métaphysique pour résoudre l'énigme.

Avec ces personnages plus ou moins loufoques et que visiblement, au début de l'histoire du moins, les auteurs ne prennent pas au sérieux, on s'attend à un roman très divertissant. Malheureusement, le livre manque de souffle et, l'intérêt décroissant au fil des pages, on regrette que ce gros volume ne soit pas moitié moins long !

Sylvie MARÉCHAL

La nuit du grand boss ***de Fruttero et Lucentini. Ed. Grasset. 480 pages. 65 F environ.***

EXPOSITION

Hier pour demain : arts, traditions et patrimoine

au Grand-Palais

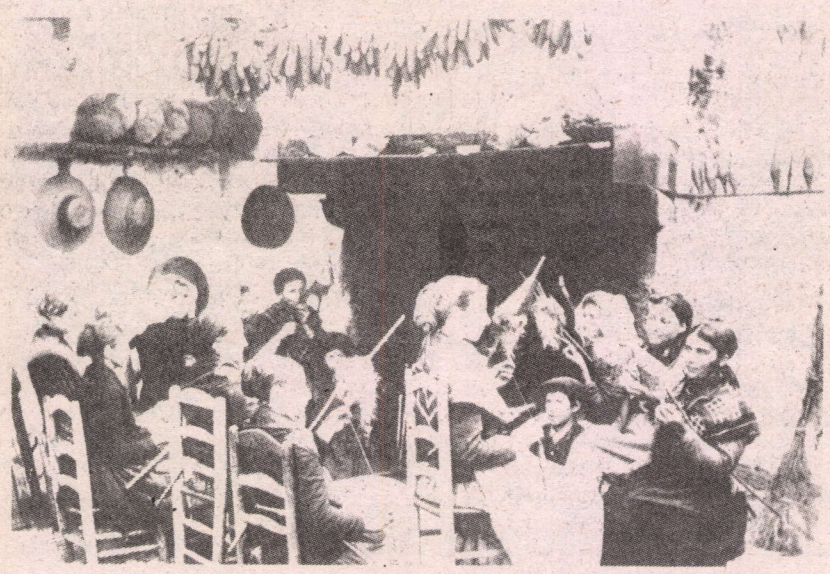


Image d'une salle commune d'une maison des Landes en 1893. Le travail du filage à la quenouille était, en intérieur, réservé aux femmes.

Présentée dans le cadre de « l'Année du patrimoine », cette exposition a pour objectifs de **« montrer que l'intérêt qui se développe aujourd'hui pour les arts et traditions populaires est le résultat d'une longue histoire »** et d'indiquer quelles sont les méthodes des ethnologues pour **« conserver et sauvegarder ce patrimoine ».**

La première partie de l'exposition est consacrée à la recherche ethnographique en France, aux XVIII[e] et XIX[e] siècles. Cela débute par les travaux des Encyclopédistes du XVIII[e] siècle qui, les premiers selon les organisateurs, étudièrent les techniques agricoles et artisanales ; cette partie de l'exposition, bien que succinte, est intéressante ; et l'on peut voir différentes maquettes d'instruments agricoles ou d'ateliers artisanaux, ainsi que quelques planches de **l'Encyclopédie,** œuvre des savants du « Siècle des lumières ».

Puis sont exposés des tableaux sur la vie paysanne au siècle dernier, des titres de romans pour montrer l'intérêt que les écrivains commençaient à porter aux paysans, des photographies d'un village breton, etc. Tout cela, sommairement présenté, forme un ensemble assez confus.

La seconde partie de l'exposition, consacrée à la recherche ethnologique en France à l'heure actuelle, montre quelques procédés utilisés par les ethnologues pour rechercher et conserver des témoignages du passé.

Cette exposition, sur un sujet très spécialisé, est assez décevante, surtout pour celui qui, sur la foi des affiches de présentation, s'attendait à y trouver des témoignages sur les conditions de vie et de travail des paysans et artisans français aux siècles passés.

Marianne LAMIRAL

Au Grand-Palais. Tous les jours sauf le mardi de 10 h à 20 h, le mercredi jusqu'à 22 h. Prix d'entrée : 12 F, 9 F le samedi. Jusqu'au 1[er] septembre.

TELE

sélection télévision

SAMEDI 19 JUILLET

16 h 35. TF1. Film : **Les derniers rois de Thulé** par Jean Malaurie, d'après son livre sur les Esquimaux. Un reportage qui promet d'être passionnant.

20 h 30. A2. Film : **La Pharisienne,** d'après un livre de François Mauriac, avec Alice Sapritch. Une peinture de la bourgeoisie bordelaise du début du siècle chère à l'auteur.

21 h 30. FR3. Concert avec le violoniste Christian Ferras. **Concerto pour violon de Brahms, 9e symphonie de Schubert** au Festival de Bastia.

Dimanche 20 juillet

20 h 30. TF1. Film : **Les mariés de l'an II,** avec Belmondo, Marlène Jobert, etc. Les tribulations d'un couple dans la France de la Révolution de 1789. Une comédie historique bien enlevée.

20 h 30. FR3. Une nouvelle série d'émissions de Frédéric Rossif sur **les Merveilles de la mer** avec un reportage sur la vie des pieuvres.

22 h 15. FR3. Cinéma de minuit : **Gardez le sourire** de Paul Fejos. Un couple de chômeurs dans la Vienne de 1933. Derrière le drame quotidien, la peinture d'une société en crise retracée par un grand film muet.

Lundi 21 juillet

17 h 40. TF1. Jazz Festival. **De Count Basie à Dizzy Gillespie :** quelques extraits d'un concert donné à New York par de grands noms du jazz.

18 h 30. TF1. Tigris (1) : Le voyage sumérien. Première partie d'une série d'émissions d'un ethnologue norvégien sur la civilisation sumérienne et les liens entre les diverses civilisations antiques.

Mardi 22 juillet

16 h 40. TF1. Tigris (2). Voir ci-dessus.

20 h 30. A2. Film : **Chantons sous la pluie,** de Gene Kelly et Stanley Donen. Une des plus célèbres comédies musicales américaines, évoquant le début du cinéma parlant.

20 h 30. FR3. Film : **La famille Fenouillard** d'Yves Robert, avec Sophie Desmarets. Le voyage inattendu et burlesque d'une famille normande.

Mercredi 23 juillet

18 h. TF1. Tigris (3).

20 h 30. A2. Théâtre : **Le Misanthrope** de Molière, monté par Antoine Vitez lors du Festival d'Avignon de 1978.

Jeudi 24 juillet

18 h. TF1. Tigris (4).

20 h 30. TF1. Théâtre : **Harold et Maude,** monté par Jean-Louis Barraud, avec Madeleine Renaud telle qu'on a pu la voir au Théâtre d'Orsay. Un hymne à la vie chanté par une vieille dame à un adolescent désabusé. Une pièce pleine de fraîcheur.

20 h 30. FR3. Film : **Nous voulons les colonels** de Mario Monicelli, avec Ugo Tognazzi, Claude Dauphin, François Perrier. Comédie politique italienne. Sur le style bouffon, l'auteur dénonce la menace de coup d'Etat fasciste en Italie d'aujourd'hui.

20 h 35. A2. Le Grand Echiquier avec Enrico Macias.

Vendredi 25 juillet

20 h 30. TF1. Film : **L'enterrement de monsieur Bouvet** d'après Georges Simenon. Un bon film à suspense qui a un peu vieilli.

20 h 30. FR3. Nicola Ceaucescu. Portrait du chef de l'Etat roumain, qui pose des problèmes à Brejnev, mais n'en fait pas moins régner une féroce dictature policière dans son pays.

21 h 35. A2. Apostrophes de Bernard Pivot. Des livres sur le thème **Des Français typiquement français.** Avec, entre autres, le dessinateur Cabu.

23 h 30. TF1. Film : **Paris nous appartient** de Jacques Rivette. Un témoignage sur le désarroi d'intellectuels de gauche dans la fin des années 1960.

VARIETES

Nazaré Pereira

Si vous vous sentez triste et déprimé en ce mois de juillet pluvieux, vous pouvez aller prendre un peu de soleil au café-théâtre de la « Cour des Miracles », où chante Nazaré Pereira.

Pendant une heure, cette chanteuse brésilienne originaire d'Amazonie nous offre des chansons et des rythmes de son pays, particulièrement du Nord et du « Nordeste », où se mêlent les influences indiennes, africaines et occidentales.

C'est chaleureux et sympathique, bien qu'un peu court.

C'est à la Cour des Miracles, 23, avenue du Maine, de 20 h 30 à 21 h 30. Prix : 30 F.

FILMS FILMS

« Lady Macbeth sibérienne »

de Wajda

Tourné par Wajda en 1962, ce film est tiré d'une nouvelle de l'écrivain russe Nicolas Leskov, *Lady Macbeth au village,* très librement inspirée du *Macbeth* de Shakespeare.

Le drame médiéval raconté par Shakespeare est transposé dans la campagne russe à la fin du XIXe siècle. Mais ce n'est pas l'ambition, comme dans Macbeth, c'est la passion qui pousse Katérina au crime. Femme d'un riche fermier, pour ne pas être séparée de son amant, le porcher Serguéi, elle assassine son beau-père qui les a surpris, puis un jeune neveu venu réclamer sa part d'héritage. Découverts, Katérina et Serguéi seront déportés en Sibérie.

Si, pour Katérina, l'amour est le mobile du crime, il n'en est pas de même pour Serguéi. C'est lui qui suggère le meurtre de l'enfant, qui n'a d'autre mobile que l'argent.

Cette histoire de crimes et de passion aboutit cependant à un film sobre et même froid. On est loin du mélodrame. L'auteur ne cherche à provoquer ni l'horreur, ni la sympathie pour les héros, pas plus que la pitié pour les victimes.

Cela donne un film qui, au fond, jamais ne nous touche. La passion, vue dans ce film, est décidément... sibérienne !

Jeanine ALDAUT

« Les loups de haute mer »

de Andrew W. Mac Laglen

Un commando de pirates s'empare d'un navire chargé de ravitailler deux plates-formes de forage pétrolier d'une compagnie anglaise en mer du Nord. Menaçant de faire sauter les plates-formes, il exige une rançon du gouvernement britannique.

La femme qui dirige le gouvernement britannique est bien ennuyée mais, heureusement, la compagnie d'assurances qui assure les plates-formes très coûteuses dispose d'un commando de plongeurs sous-marins dirigé par Roger Moore (celui qui joue d'ordinaire James Bond), excentrique, bourru et misogyne. Après maintes aventures et rebondissements, tout rentre dans l'ordre : les pirates sont tués et le gouvernement de Sa Majesté satisfait.

Un film qui se veut farfelu et drôle mais qui est plutôt lourd, et surtout qui est finalement très respectueux des autorités et du rétablissement de l'ordre.

FILMS FILMS FILMS

«Nimitz, retour vers l'enfer»

avec Kirk Douglas

C'est l'une des dernières super-productions américaines. Elle raconte l'histoire invraisemblable d'un porte-avions nucléaire américain, le *Nimitz*. Pris dans une tempête magnétique en décembre 1980, le *Nimitz* se retrouve 39 ans plus tôt, au large de Pearl Harbour, quelques heures avant que l'armée japonaise n'ait détruit la flotte américaine.

L'explication de ce retour en arrière, bien qu'elle s'appuie sur Einstein et la loi de la relativité, est totalement invraisemblable. Mais là n'est pas le problème, pour ceux qui ont produit le film.

Cette histoire n'est qu'un prétexte pour nous montrer la puissance de feu de ce porte-avions, sa précision et sa rapidité à opérer. Ce porte-avions nous dit-on, s'il avait pu affronter l'armée japonaise (celle d'il y a quarante ans), n'en aurait fait qu'une bouchée.

Bien qu'on ne nous révèle aucun secret, on cherche à nous montrer, en nous faisant vivre auprès de l'état-major du navire, comment peuvent être menées les opérations militaires, les différents plans d'attaques, les reconnaissances, les sauvetages, les évolutions des avions chasseurs, leur rapidité et leur efficacité à détruire les avions ennemis. Et même si le porte-avions nous est montré sous toutes ses coutures, sans avoir de véritables combattants en face de lui, on veut nous faire comprendre que « qui s'y frotte, s'y pique » !

Quant à l'histoire, si elle n'offre aucun intérêt, elle ne manque pas au passage de faire preuve de quelques sentiments anti-japonais. On a le droit aussi au ton dramatique et à l'histoire d'amour. Tout rentre finalement dans l'ordre : le porte-avions *Nimitz* ne changera pas le cours de l'histoire puisque, juste au moment où il s'apprête à livrer le combat contre l'aviation et la flotte japonaises, la tempête magnétique le ramène en 1980 et il rejoint tranquillement sa base !

Mais si le porte-avions n'a pas servi à faire la guerre contre les Japonais, il est en tout cas fin prêt et paré pour la prochaine. C'est du moins ce que voudrait nous faire croire ce film à la gloire de la marine américaine.

P.V.

«Caligula»

un film pornographique «grand public»

Le réalisateur de *Caligula* peut sans doute se féliciter : voilà un film pornographique qui ne sera pas cantonné dans les salles spécialisées réservées aux films marqués « X ».

Grâce à des acteurs connus, dont Peter O'Toole, et grâce à un alibi intellectuel et esthétique, chacun peut donc aller voir *Caligula* sans se cacher !

En fait, sous prétexte de dépeindre les turpitudes et la cruauté d'un empereur romain de la décadence, à demi — ou complètement ? — fou, l'auteur a réalisé un spectacle pornographique et sadique.

Certains ont voulu y voir quelque chose de plus. Mais tout ce qu'on peut en dire, c'est que le succès de ce film montre que la décadence de l'Empire romain est au fond... bien d'actualité.

A.V.

Sélection cinéma

Films récents...

LE CHRIST S'EST ARRÊTÉ A EBOLI
Un intellectuel anti-fasciste est exilé par Mussolini dans un petit village où règnent l'arriération, la misère et la domination quasi féodale des notables.
Hautefeuille 6e (vo). Pagode 7e (vo). Marbeuf 8e (vo). Athéna 12e (vo). Studio Raspail 4e (vo).

DON GIOVANNI
L'opéra de Mozart dans un décor magnifique.
Vendome 2e.

KRAMER CONTRE KRAMER
Le problème du divorce lorsque chacun des parents — et en particulier le père — entendent conserver la garde de l'enfant. Et lorsque la justice s'en mêle.
Capri 2e. Quintette 5e (vo). Montparnasse 83 6e. Paris 8e (vo).

SCUM
La description d'un centre de redressement pour jeunes délinquants en Grande-Bretagne.
Boîte à films 17e (vo).

THE ROSE
La fin tragique d'une chanteuse de rock américaine, victime du monde infernal du show-business.
Gaumont Les Halles 1er. Impérial 2e. Hautefeuille 6e (vo). Montparnasse 83 6e (vo). Gaumont Champs Elysées 8e (vo). Athéna 12e (vo). Kinopanorama 15e (vo).

Et moins récents...

LE GUÉPARD
En 1860, à l'époque où les Chemises Rouges de Garibaldi envahissent la Sicile, un prince compose avec la bourgeoisie montante. Le film dure 3 heures.
Gaumont Richelieu 2e. Quartier Latin 5e (vo). Marignan 8e (vo). Montparnasse 14e. Convention 15e.

CERTAINS L'AIMENT CHAUD
Un classique de la comédie américaine : deux musiciens s'enrôlent dans un orchestre féminin pour échapper à des gangsters.
Action Ecoles 5e (vo).

JOHNNY S'EN VA-T-EN GUERRE
Une terrible mise en accusation de la guerre au travers du désespoir d'un homme mutilé par la guerre.
La Clef 5e (vo).

VOL AU-DESSUS D'UN NID DE COUCOU
Un pensionnaire farceur et parfaitement sain d'esprit perturbe un asile psychiatrique. Une dénonciation d'une certaine conception de la médecine psychiatrique.
UGC Opéra 2e. Studio Cujas 5e (vo). Météor 19e.

ARSENIC ET VIEILLES DENTELLES
Une comédie d'humour noir : de charmantes vieilles dames rendent service aux vieillards esseulés en les empoisonnant.
Studio Logos 5e (vo).

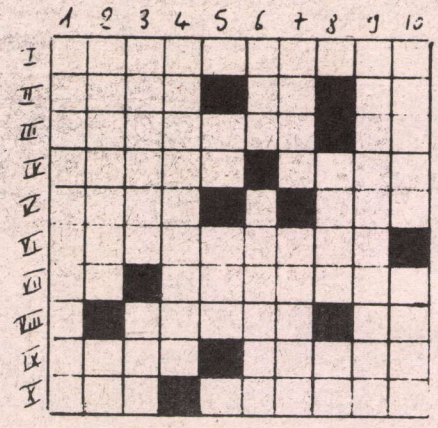
LITTLE BIG MAN
Un « visage pâle » qui a vécu chez les Indiens raconte sa vie. Une dénonciation de l'attitude des Blancs à l'égard des Indiens.
Noctambules 5e (vo).

QUE VIVA MEXICO
Le film jamais achevé de Eisenstein. Une fresque sur le Mexique et sur l'oppression que subit le peuple.
Saint Ambroise 11e (vo) à 19 heures seulement.

QUE LA FÊTE COMMENCE
Une description des milieux dissolus de la Régence. Une société décadente qui annonce la Révolution française.
Les Cinoches 6e.

LES SENTIERS DE LA GLOIRE
Durant la guerre de 1914-1918, dans l'armée française, des juges militaires condamnent à mort des soldats qui ont osé se dresser contre les ordres de leurs galonnés. Une condamnation de la grande boucherie impérialiste.
Le Seine 5e (vo).

Mots croisés



HORIZONTALEMENT. — I. Rémission. — II. Elle retient. Note de musique. Lettre grecque. — III. Ville du Bengale occidental. Mises pour garde nationale. — IV. Cantatrices célèbres. Ruminant. — V. Prénom anglais. Indivisible. — VI. Des chats pour contes. — VII. Elever (Phonét.). Contraire de l'opinion admise. — VIII. Etourdi. Pieuses initiales. — IX. Aurochs. Mines. — X. Attrapée. Les Halles furent celui de Paris.

VERTICALEMENT. — 1. Très classique. — 2. Aromate. Filet d'eau. — 3. Ils ont leurs charmes. Dans la mer du Nord. — 4. Fleurs de vigne. — 5. Nazis. Pas tout à fait nier. — 6. Duo fou. Polit par frottement. — 7. Ferraille. Ses travaux d'exégèse lui firent perdre la foi. — 8. Brilles. Symbolise le platine. — 9. Tordre plusieurs brins de soie. — 10. Vit à l'ombre de la croix. Double crochet.

Solution du problème précédent

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	B	L	E	■	G	A	R	A	G	E
II	R	A	S	S	E	R	E	N	E	S
III	E	S	S	E	N	T	I	E	L	■
IV	S	■	E	P	I	■	N	■	E	N
V	I	O	N	■	E	S	S	O	R	E
VI	L	I	C	E	S	■	■	U	■	R
VII	I	L	E	S	■	A	C	T	I	F
VIII	E	■	S	O	M	M	E	I	L	S
IX	N	E	■	P	A	I	L	L	E	■
X	S	T	A	E	L	■	E	S	S	E

Sur la route de vos vacances,

Les caravanes de Lutte Ouvrière

Ça y est ! C'est parti ! Depuis une semaine, les caravanes de Lutte Ouvrière se trouvent sur la route de vos vacances, et il n'est pas possible de les manquer. Que ce soit dans les Alpes, dans les Pyrénées, en Auvergne, en Alsace, en Vendée, dans le Languedoc-Roussillon, en Provence, en Bretagne ou ailleurs, vous rencontrerez les caravaniers de Lutte Ouvrière.

Et le mauvais temps n'est pas un obstacle : chaque jour de nouvelles étapes sont franchies.

Les caravanes de Lutte Ouvrière, c'est l'occasion, vous qui nous connaissez bien ou peu, d'engager le dialogue, ou de le continuer. Les vacances sont une période au cours de laquelle il est possible, dans la bonne humeur, de discuter de la vie politique et sociale.

Durant la première semaine, malgré le mauvais temps, les caravanes ont reçu un bon accueil et, déjà, de nombreuses discussions se sont engagées, sur la division de la gauche, sur le racisme, sur les problèmes locaux, comme par exemple le nucléaire. Ce n'est qu'un début. Les caravanes de Lutte Ouvrière sillonneront les routes jusqu'à la fin du mois d'août et, d'ici là, les discussions ne manqueront pas.

Pour rencontrer nos camarades, pour discuter avec eux, vous pouvez les trouver auprès des « marabouts » plantés dans les différentes villes. Vous pouvez aussi venir nous voir à la projection du soir qui, traditionnellement, est suivie d'un débat où chacun et chacune peut s'exprimer en toute liberté.

Alors, vous avez peut-être programmé de venir nous voir dans la journée ou un soir à notre marabout. Mais si vous n'y avez pas encore pensé, prévoyez de faire un petit détour. Ce sera au moins un petit rayon de soleil dans vos vacances, en cet été au climat incertain !

A bientôt ! Nous publions ci-dessous les différentes étapes dans toutes les régions où passent nos caravanes.

BRETAGNE SUD

Dim. 20/7	Saint-Pierre-de-Quiberon
Lun. 21/7	Erdeven
Mar. 22/7	Ploemeur
Mer. 23/7	Nevez
Jeu. 24/7	Concarneau
Sam. 26/7	Pont-L'Abbé
Dim. 27/7	Saint-Guénolé-Penmarch
Lun. 28/7	Plogoff
Mar. 29/7	Douarnenez
Mer. 30/7	Crozon
Jeu. 31/7	Camaret

AUVERGNE

Sam. 19.7	Beaulieu-sur-Dordogne
Dim. 20.7	Argentat
Lun. 21.7	Tulle
Mar. 22.7.	Egleton
Mer. 23.7	Neuvic-d'Ussel
Jeu. 24.7	Bort-les-Orgues

VOSGES-ALSACE

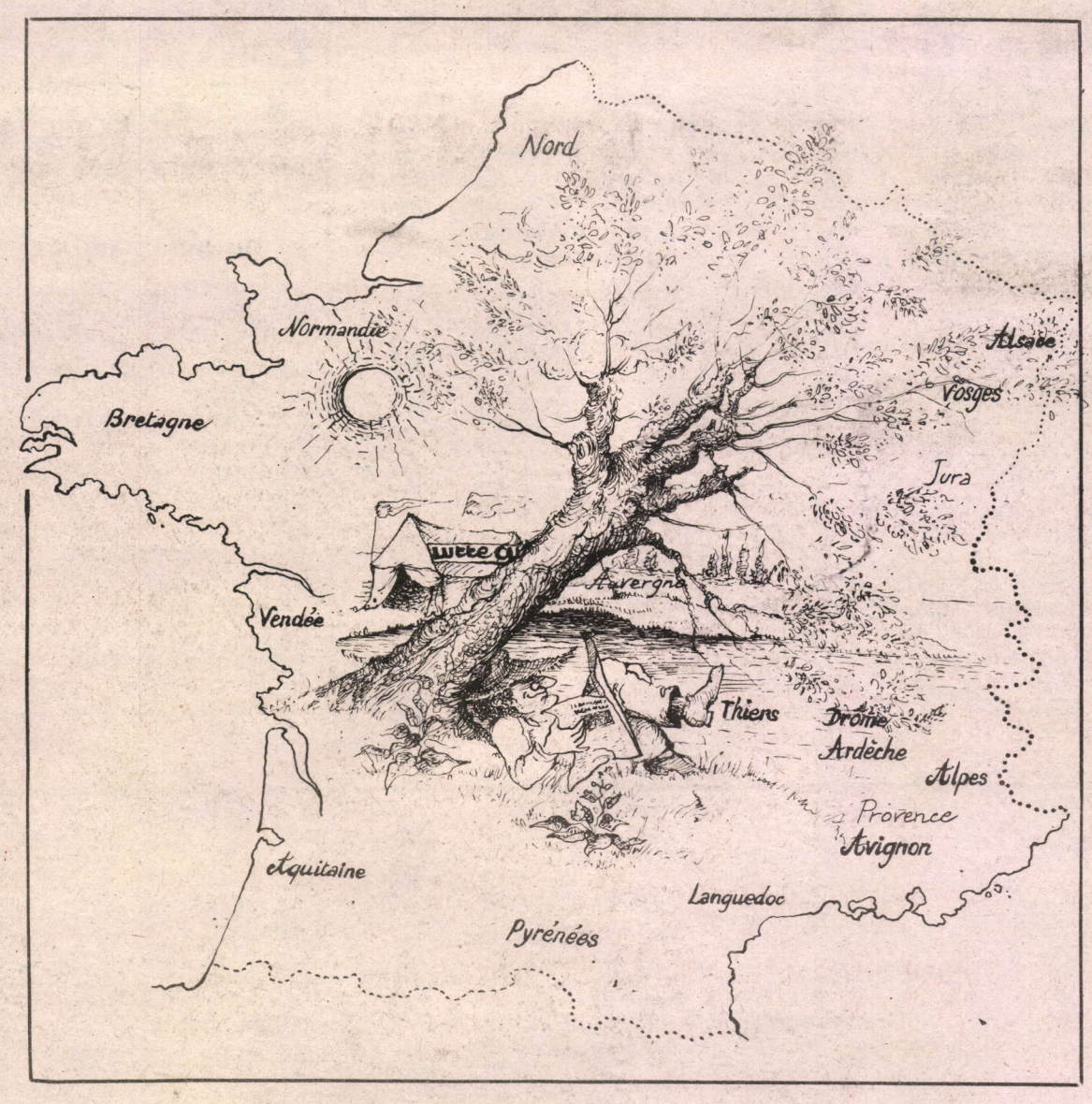
Sam. 19/7	Wasselone
Dim. 20/7	Saverne
Lun. 21/7	Lembach
Mar. 22/7	Wissembourg
Mer. 23/7	Haguenau
Jeu. 24/7	Brumath
Sam. 26/7	Giromagny
Dim. 27/7	Thann
Lun. 28/7	Le Thillot
Mar. 29/7	Remiremont
Mer. 30/7	Epinal
Jeu. 31/7	Saint-Dié

JURA

Sam. 26/7	Lons
Dim. 27/7	Clairvaux
Lun. 28/7	Doucier
Mar. 29/7	Saint-Claude
Mer. 30/7	Morez
Jeu. 31/7	Malbuisson

ALPES

Sam. 19/7	Apt
Dim. 20/7	Forcalquier
Mar. 22/7	Sisteron
Mer. 23/7	Saint-Jean-en-Nicolas
Jeu. 24/7	Corps
Sam. 26/7	La Mure
Dim. 27/7	Uriage
Lun. 28/7	Albertville
Mar. 29/7	Saint-Gervais-Le-Fayet
Mer. 30/7	Annemasse
Jeu. 31/7	Douvaine



VENDÉE

Sam. 19/7	La Rochelle
Dim. 20.7	La Couarde-sur-Mer (Ile de Ré)
Lun. 21.7	Le Bois-Plage-en-Ré (Ile de Ré)
Mar. 22.7	La Faute-sur-Mer
Mer. 23.7	Longeville-Plage

ALPES-SUD

Sam. 19/7	Guillestre
Dim. 20/7	Embrun
Lun. 21/7	Barcelonnette
Mar. 22/7	Gap
Mer. 23/7	Die
Jeu. 24/7	Saint-Jean-en-Royans

AVIGNON

Des camarades de Lutte Ouvrière seront présents en Avignon du samedi 12 juillet au jeudi 23 juillet. Ils tiendront une table-permanence tous les jours de 17 h à 24 h devant l'Office du Tourisme. Ils tiendront en outre une

REUNION PUBLIQUE LUTTE OUVRIERE A AVIGNON Mercredi 23 juillet à 17 h 30 à la Mairie place de l'Horloge

CÔTE AQUITAINE

Dim. 20/7	Soulac
Lun. 21/7	Montalivet
Mar. 22/7	Hourtin-Plage
Mer. 23/7	Lacanau-Océan
Jeu. 24/7	Cap-Ferret
Sam. 26/7	Arès
Dim. 27/7	La Hume
Lun. 28/7	Biscarosse
Mar. 29/7	Biscarosse-Plage
Mer. 30/7	Mimizan-Plage
Jeu. 31/7	Léon

PYRÉNÉES

Sam. 19/7	Bagnères-de-Luchon
Dim. 20/7	Bagnères-de-Luchon
Lun. 21/7	Arreau
Mer. 23/7	Capvern
Jeu. 24/7	Lannemazan
Sam. 26/7	Argelès
Dim. 27/7	Luz-Saint-Sauveur
Lun. 28/7	Luz-Saint-Sauveur
Mer. 30/7	Pierrefite-Nestalas
Jeu. 31/7	Cauterets

LANGUEDOC-ROUSSILLON

Sam. 19/7	Saint-Laurent-des-Salenques
Dim. 20/7	Arles-sur-Tech
Lun. 21/7	Port-Vendres
Mar. 22/7	Isles-sur-Tet
Mer. 23/7	Thuir
Jeu. 24/7	Prades
Sam. 26/7	Millas
Dim. 27/7	Canet-Plage
Lun. 28/7	Rivesaltes
Mar. 29/7	Port-Barcarès
Mer. 30/7	Dorban
Jeu. 31/7	La Franqui

PROVENCE

Sam. 26/7	Sausset-les-Pins
Dim. 27/7	Martigues
Lun. 28/7	Port-Saint-Louis
Mar. 29/7	Istres
Mer. 30/7	Maussane-les-Alpilles
Jeu. 31/7	Saint-Rémy-de-Provence